

LE POLÉMIQUE

Le Journal de Science Politique et Études Internationales



► **Un dossier spécial : Les révolutions** mais aussi des notes sur l'actualité, votre **nouvelle équipe AÉSPÉIUM**, le calendrier des activités, le programme du ciné-campus, de la poésie, et **plus encore...**

Du vent, du frette, de l'utopie et du polémique

Le vent est une drôle de chose. Il tourne vraiment dans tous les sens. Parfois, il tourne à votre avantage, parfois à votre désavantage. Des fois on a le vent en poupe, où en pleine face, et on n'a pas l'impression d'avancer du tout. Il est parfois froid comme le Nord, définitif comme la mort, plein de sable et de tempêtes, plein de soucis et d'averses. Des fois, il est si chaud qu'il brule. Et des fois, il nous pousse et on n'a plus qu'à se laisser porter.

Mais où en est donc le vent?

Pour les indignés, il est double. *Frette* quand on campe dans les places publiques, chaud quand on pense à tous ceux qui sont là, un peu partout sur la planète, à supporter tous les vents contraires du monde.

Je suis descendu à la Place du Peuple (ou Square Victoria), cet îlot de protestation et de construction sociale, entre les gratte-ciel des profiteurs vertigineux, d'abord en mémoire d'une Espagne indignée qui m'est restée sur le cœur, ensuite par ce mouvement irrépensible qui lance parfois les hommes et les femmes en avant.

Si cela vous choque, n'éteignez surtout pas votre sècheuse.

Une manifestante, assises sur un banc, me regarde :

« J'aime quand les gens me traitent d'utopiste. Pas toi? Ça me fait toujours plaisir, de me faire dire que j'ai du courage, que je suis une rêveuse. Et puis, me traiter d'irréaliste, c'est un peu facile comme argument non ? Un peu lâche, aussi, j'imagine »

Oui, tu as bien raison. J'ai vu le même regard en Espagne, quand on faisait la vaisselle dans le camp. On nous traitait alors de pouilleux et de hippies bons à rien. Sauf que dans un pays où le chômage frisait les 40% parmi les jeunes, l'argument du faînéant était moins facile à avaler. Et puis, il a bien fallu que quelqu'un admette que la place n'avait jamais été aussi propre, à Grenade, à Madrid, à Barcelone, que depuis que les indignés l'avaient investie.

Je me souviens d'une nuit passée, après une assemblée de trois heures, à tout rénover et nettoyer le campement : un *Tio* s'était écroulé à mes côtés et m'avait lancé avec un regard voilé par la fatigue:

« Todo es dinero, tio. Somos solo dinero, dinero y dinero. Y tu tambien. No hay nada mas. Exepte aqui. Exepte aqui. Y por esto estoy. »

« Tout est de l'argent, l'ami. Nous ne sommes que de l'argent, de l'argent et de l'argent. Il n'y a rien de plus. Sauf ici. C'est pour ça que j'y suis. »

En effet, le malaise est si profond qu'on se demande sincèrement par où commencer. Par rebaptiser un square place du peuple, peut-être?

Il en faut du courage, pour rêver.

Et si j'avais une thématique à donner à ce journal, ce serait probablement le rêve. Parce que comme plusieurs me l'ont si bien dit, il est assez utopique de croire qu'il survivra à l'indifférence étudiante, qu'on saura surmonter la vague de cynisme, les cours et la paperasse, les travaux et les désillusions, les rushs et les remises, les lectures et les

bavures, les publicités stupides de l'UdeM et les soucis financiers. Non, nous ne sommes ni riches ni formés, ni même spécialisés. Seulement, nous y sommes et nous avons de la volonté à revendre.

Alors dites-moi, sincèrement, pourquoi, contre vents et marées, nous ne pourrions pas réussir?

Parce que le temps manque, toujours et comme jamais. Peut-être. En sommes-nous donc si surs?

Une brise chaude semble souffler sur le département de science politique.

En tout cas, une chance que tu étais là toi, et tous les autres qui m'ont un jour dit que de s'asseoir et ne rien faire, ce n'est pas une méthode, c'est tout simplement rien du tout. Et puis, même si tu ne sais pas trop encore quoi faire, même si tu te les gèles sous la pluie, tu es là, toi, au moins.

Pour faire à la fois dans la quêtainerie et la démagogie journalistique : « une chance qu'on s'a. » Car c'est de cette camaraderie, de cette solidarité entre les êtres humains que naît d'abord l'espoir, puis la résilience, et enfin, dans l'effort commun, le changement.

Je répondrais probablement la même chose à l'équipe du Polémique, qui a su y croire, qui a travaillé d'arrache-papier au profit de ce projet bien incertain. Et je vous répondrai la même chose, vous qui viendrez nous rejoindre, qui nous commenterez, qui nous attaquerez, qui nous critiquerez, qui nous martèlerez, qui nous intéresserez, car votre participation est fondamentale à notre rêve.

Et le vent continue de souffler. Jusqu'où nous portera-t-il?

Gageons que s'il avait connu l'équipe de presse du Polémique, Tocqueville aurait été ému ; il y aurait vu la souveraineté populaire à l'œuvre, il y aurait vu la participation du plus grand nombre (ça, c'est vous) mais surtout, il y aurait aperçu le dialogue. Car ici, point de tyrannie de la majorité; ce journal est à aire ouverte. Nous avons un état social éminemment démocratique.

D'ailleurs, le HEC, ébloui devant les possibilités infinies de notre organe de presse, a d'emblée proposé de nous acheter pour 1,3 millions de dollars. Nous avons refusé, bien entendu.

Vous avez fait l'erreur de placer ce journal entre les mains d'un idéaliste à l'imagination délirante.

Et la direction doit déjà trembler comme une feuille dans son bureau, à l'heure qu'il est. Même Charest, que les nombreux scandales, attaques et manifestations ont laissé froid, aurait déglutit difficilement, selon des sources difficilement vérifiable.

Car ce journal est officiellement en guerre contre l'indifférence.

God bless le Polémique, la polémique et l'élite de demain, sans quoi rien de tout cela ne serait possible.

Jean-Pascal Bilodeaus

Sommaire

ACTUALITÉS - p.3

DOSSIER - p.6

AÉSPÉIUM - p.12

ARTS ET CULTURE - p.14

DIVERS - p.17

L'équipe LE POLEMIQUE 2011-12

Rédacteur en chef :

Jean-Pascal Bilodeau

Trésorière :

Kim Chatillon

Chefs de pupitre :

Actualités : Stéfanie Bergeron

Dossier : Laurence Campeau

Divers : Salomé Vallette

Arts et culture : Lisa Bouraly

Mise en page et graphisme :

Mathieu Théorêt Crawford

Hélène Trehin

Anais Auvray

Rédacteurs :

Mathieu Théorêt Crawford

Geoffroy Huet

Charles-Antoine Michel

Marc Obeid

Philippe Poulette

Camille Saade-Traboulsi

Lina Thériault

Pierre-Olivier Valiquette

Correcteurs en chef:

Charles-Antoine Michel

Stéfanie Bergeron

Correcteurs:

Chrystel Alix-Dominique T.

Mélanie Radilla.

Émilie Raby-Roussel

Camille Saade-Traboulsi

Merci à tous pour la pluie d'articles ; on a bien failli se noyer. Merci au café, au maté et au thé d'exister et à nos cernes d'avoir si bien grandies. Merci à notre flamboyante nouvelle équipe qui s'est donnée comme jamais pour cette première parution. Merci au vide sidéral d'archives du polémique. Merci à la ligne téléphonique gratuite sur google mail ; on en a abusé. Merci à Kim Chatillon d'être aussi dévouée à son poste de trésorière. Merci à Mathieu, Anais et Hélène pour avoir appris à monter un journal en trois jours. Merci à Occupons Montréal d'avoir kidnappé le rédacteur en chef une semaine avant la publication ; vraiment apprécié. Merci à Jean-François Harvey d'être aussi beau dans son complet et à Stéfanie de lui lancer des défis aussi gros que ses muscles depuis qu'elle trimballe la tonne de correction qu'on lui donne. Merci à Sarah pour les photos, à Robin Touchard pour son art, ses coups de mains et ses cheveux roux. Merci à l'AESPÉIUM de nous témoigner cette si belle confiance, on en a tellement besoin. Un merci spécial à Valérie Giroux du Pigeon dissident pour avoir éclairé nos questions ténébreuses. Merci à l'élite de demain d'être aussi élitiste. Merci à Jean Charest, sans qui on n'aurait pas d'aussi bonnes raisons d'être fâchés. Et puis quand même, un gros merci à vous qui nous lirez. - JPB

N.B.

****Tous les propos énoncés au cours des pages qui suivent ne peuvent, en aucun cas, être liés au Polémique. Les positions et les idées ne relèvent que des auteurs et ne représentent aucunement l'opinion du journal.****

ACTUALITÉS

LE VETO AMÉRICAIN: L'Empire tyrannique au cœur démocratique

par Gabriel Leblanc

La menace imminente de l'utilisation du veto américain pour empêcher la Palestine d'avoir un siège en tant qu'État permanent au sein de l'ONU soulève un nombre important de questions. Si la constitution des États-Unis suggère l'importance du respect des valeurs universelles et des droits fondamentaux chez ses citoyens, les récentes intentions de l'Empire démocratique laissent un goût amer dans la bouche des humains. En effet, les récents événements démontrent que l'universalité de ces droits ne peut pas avoir la portée qu'on voudrait lui donner : le pré-requis foncier au respect des libertés existantes et promues semblent malheureusement être la citoyenneté américaine.

Pour remettre dans le contexte, la Palestine vient de franchir une étape supplémentaire dans l'acquisition *de jure* de sa souveraineté en ayant déposé, ce 23 septembre dernier, une demande officielle d'adhésion aux Nations Unies. Ce récent événement survient suite aux dernières révoltes dans le monde arabe, où plusieurs pays étaient en quête de leur réelle identité. Ainsi, cette tentative de reconnaissance est un pas important en direction de la fin de l'occupation israélienne, de l'indépendance palestinienne et d'une paix juste et globale au Proche-Orient. Elle marquerait aussi la cessation de la colonisation et le retour de l'État hébreu aux frontières de 1967. Il faut noter qu'une telle motion serait appuyée, dans

l'éventualité d'un vote, par un nombre d'États se chiffrant entre 120 et 150 sur les 193 que comptent les Nations Unies (1). L'appui se situe donc entre 62% et 78%, ce qui représente un pourcentage considérable, mais surtout suffisant pour donner à la nation palestinienne la reconnaissance qui lui revient.

La menace du veto américain sur l'initiative unilatérale palestinienne arrive alors, mais elle est toutefois empreinte d'un profond paradoxe. Effectivement, comment un État qui s'impose sur la scène internationale, surtout grâce à son caractère démocratique, peut-il se permettre de faire preuve d'autant d'ingérence honteuse?

En effet, l'usage du droit de veto est un privilège anachronique, discriminatoire et hautement contesté. Si on dit de lui qu'il est le « péché originel de la Charte (2) », on peut aussi dire qu'il est une violation pure de la démocratie. Le pouvoir de faire taire une décision ou une initiative pourtant supportée par une majorité d'acteurs s'inscrit directement dans les pratiques courantes des régimes tyranniques. Si les modalités du Conseil de Sécurité en permettent l'emploi pour les membres permanents, son utilisation n'en est pas plus morale pour autant. Lorsque l'une des grandes puissances démocratiques en fait l'usage, on est en droit de se questionner sur la légitimité de ce geste. Quel message les États-Unis cherchent-ils à faire passer? Qu'ils se refusent le rôle de simple pion sur l'échiquier mondial? Que leurs intérêts méritent une attention spéciale et doivent aussi être ceux des autres, et qu'il faut donc les mettre à l'avant scène?

Les éléments fondateurs de la nation améri-

caine, soient l'égalité citoyenne, la participation populaire aux activités politiques et la promotion des droits, ainsi que ses agissements douteux sur la scène internationale, font contraste et forment un paradoxe inquiétant... comme si sa couverture démocratique n'était qu'une simple façade, une façon de donner un caractère noble à certaines de ses actions.

Un tel constat nous permet de remettre en doute l'utilité et l'efficacité du Conseil de Sécurité permanent de l'ONU dans un contexte où la bonne gouvernance est continuellement mise de l'avant et que les États-Unis se targuent d'être un exemple suprême de démocratie. Toutefois, il faut éviter de jeter la responsabilité trop rapidement sur le dos des Nations Unies. En effet, le comportement tyrannique des États-Unis ne se limite pas uniquement à cette organisation. Les actions intrusives de nos voisins du sud sont observables non seulement à l'ONU, mais aussi à l'intérieur des institutions financières internationales. Ceci traduit la volonté impérialiste qu'ont les États-Unis de contrôler certaines sphères importantes du système international. C'est donc le pays qu'il faut blâmer, et non son médium.

Références

- (1) - <http://www.courrierinternational.com/article/2011/09/22/procedures-et-enjeux-du-vote-aux-nations-unies>
- (2) - <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2009/AG10887.doc.htm>

L'anti-nobel de la paix

par Pierre-Olivier Valiquette

Vous vous rappelez sans doute de l'attribution du prix Nobel de la paix au dissident chinois Lu Xiaoba l'année dernière. Vous vous souvenez probablement que la Chine a condamné ce professeur d'université à 11 ans de prison pour ses activités subversives (i.e. remettre en question le système et proposer des changements pour le pays plus démocratique et plus respectueux des droits de l'homme). En réaction à cette nomination, la Chine a accusé la Fondation Nobel d'orchestrer un plan antichinois. La Chine avait d'ailleurs à l'époque qualifiée de « clowns » les membres du comité du Nobel de la Paix.

Dès l'or, la Chine n'étant pas satisfaite avec le prix Nobel, celui-ci n'ayant vraisemblablement aucune légitimité, a décidé de créer son propre prix : le Prix Confucius de la Paix.

Prétendument à l'étude depuis un certain temps, cette récompense fut instaurée en hâte (créé, annoncé et décerné en 3 semaines!) après la victoire de Liu Xiaobo. Cette distinction est accompagnée d'un montant de 100 000 yuans qui est remis par un « ange de la paix » incarné par une fillette. Pour la première édition, Lien Chan, un politicien taïwanais, fut l'heureux lauréat face à des adversaires comme Nelson Mandela, Mahmoud Abbas, Bill Gates ou encore le Panchen Lama. L'homme politique n'avait malheureusement pas pu participer à la cérémonie de remise du prix puisqu'il n'avait même pas été averti qu'il était le lauréat. À ce propos, on peut très sérieusement se questionner sur la crédibilité d'une organisation qui remet des prix sans

avertir les récipiendaires.

D'après les organisateurs, ce prix a pourtant beaucoup plus de valeur que le Nobel. En effet, la Chine avec son milliard d'habitants, est beaucoup plus crédible que la Norvège, un petit État moins peuplé, qui, pour citer les responsables de cet anti-Nobel, « pourrait inévitablement être biaisé et fallacieux ». D'une part, il apparaît difficile d'établir un lien de causalité entre la population et la crédibilité d'un pays et d'autre part, ces gens semblent oublier l'illustre passé de la Norvège en tant que démocratie. Néanmoins, la remarque la plus effrayante d'un des membres du comité fut la suivante : « Dans 500 ans, l'histoire sera de notre côté ». Quand on pense qu'historiquement ce sont les gagnants qui écrivent l'histoire, on peut se questionner sur le sens sous-jacent de cette phrase.

Pour l'anecdote, parmi les potentiels récipiendaires du prix en 2011, on retrouvait Vladimir Poutine, l'homme fort de la Russie et ancien agent du KGB, reconnu entre autres pour avoir sauvé des journalistes d'un tigre dans le fin fond de la Russie.

Malheureusement pour l'ex et futur président russe, cette récompense fut annulée. En effet, d'après le gouvernement central, il y a eu une mystérieuse « violation des règlements ». Après l'échec de la première édition, il semble plausible que le pays du milieu ait décidé de s'abstenir de réitérer l'expérience. Le ridicule ne tue peut-être pas, mais on préfère généralement l'éviter.

La Chine n'est pas le premier pays avec un système autoritaire à nier le droit à ses citoyens d'aller quérir un Nobel de la Paix. On peut d'ailleurs établir un parallèle intéressant entre deux défunts régimes et la Chine. En effet, l'Allemagne et l'U.R.S.S ont également créé à l'époque des

prix pour concurrencer le Nobel de la Paix. Les Soviétiques l'avaient même affublé d'un nom très douteux : le Prix Staline pour la Paix (qui devint le Prix Lénine de la Paix subséquentement). On peut au moins reconnaître à la Chine que Confucius est plus crédible que Joseph Staline lorsqu'il est question de la paix.

Mais la véritable question que l'on devrait se poser est la suivante : un jour, le prix Nobel sera-t-il remplacé par l'anti-Nobel ?



L'Ange de la Paix accompagnée des organisateurs.

Source : <http://gauthier.blogs.nouvelobs.com/tag/prix%20confucius%20de%20la%20paix>

La solution à la question de la hausse des frais de scolarité

par Olivier Jacques et Nicolas Lavallée

La question des frais de scolarité est d'abord et avant tout une bataille d'opinion publique. Pour que la perception des citoyens à son égard s'améliore, le mouvement étudiant doit cesser de se cantonner dans une posture défensive et prendre l'initiative. Il doit proposer une alternative à la hausse des frais de scolarité, qui est présentée comme la seule solution pour que les étudiants participent à «l'effort budgétaire». Bien que la pression actuelle sur les finances publiques et l'austérité qui en résultent soient certes des décisions politiques dictées par un agenda néo-libéral, il faut admettre que le budget du Québec est somme toute serré. Par ailleurs, si le gouvernement réussit à augmenter ses revenus en transformant des vaches maigres en vaches grasses, il ne choisira pas nécessairement de refinancer l'éducation postsecondaire vu le sous-financement actuel de plusieurs programmes cruciaux. Faute d'avoir un véritable gouvernement social-démocrate au pouvoir, il est impossible d'obtenir à la fois le gel des frais de scolarité à l'admission et un réinvestissement massif en éducation postsecondaire. C'est pourquoi nous croyons que la meilleure politique de frais de scolarité dans le contexte actuel est l'Impôt Post Universitaire (IPU), et qu'elle devrait être revendiquée par le mouvement étudiant, en plus du gel. L'IPU permet de maintenir la pleine accessibilité à l'université et n'augmente aucunement l'endettement étudiant, accroît le financement universitaire en faisant payer les riches, reconnaît le bénéfice privé du diplôme, et s'assure de tirer un revenu de la mobilité internationale des Québécois. Surtout, il s'agit d'un excellent moyen d'éviter la hausse des frais de scolarité.

Notre modèle

Paliers d'imposition sur le revenu	Taux	Montant minimum par palier
50 000 \$	0,50 %	250,00 \$
60 000 \$	0,75 %	450,00 \$
70 000 \$	1,00 %	700,00 \$
85 000 \$	1,25 %	1 062,50 \$
100 000 \$	1,50 %	1 500,00 \$
120 000 \$	1,75 %	2 100,00 \$
140 000 \$	2,00 %	2 800,00 \$

Notre concept d'Impôt Post Universitaire repose sur la création d'un nouveau contrat citoyen: l'étudiant s'engage à payer ses frais de scolarité gelés et à payer un impôt supplémentaire à partir du moment où son revenu dépassera un certain seuil. Selon nous, lorsque le diplômé bénéficie d'un revenu dépassant le salaire moyen du bachelier, soit environ 50 000\$, il paierait 0,5% en IPU (250\$). Cet impôt est progressif et augmente doucement jusqu'à payer 2% à partir d'un revenu de 140 000\$. Cet impôt serait payé pendant un maximum de 20 ans. Ce modèle correspond clairement à une hausse d'impôt pour les riches. En effet, les diplômés gagnant moins de 50 000\$ ne paieraient pas d'IPU, alors que ceux qui profitent d'un contexte économique

1 L'IPU serait donc appliqué sur le revenu annuel total, à la différence de l'impôt actuel, et aucune déduction d'impôt ne serait applicable.

valorisant leur formation contribueraient davantage. Par exemple, un diplômé empochant 200 000\$, paierait 4000\$ par année. Toutefois, l'étudiant aurait le choix de ne pas signer ce contrat, donc de ne pas payer d'IPU, mais devrait en contrepartie payer l'entièreté du coût de sa formation lors de son admission.

Pour que cette mesure fiscale soit juste pour les étudiants, il faut cependant que les revenus de l'IPU soient placés dans un fonds dédié au financement universitaire et que le gouvernement investisse dès maintenant dans les universités le montant qu'il prévoit soutirer de cet IPU. Contrairement à la hausse, qui, sans trop l'ébruiter, sera une taxe dédiée au «Fonds vert»² selon le budget 2011, l'IPU serait un impôt dédié à l'éducation postsecondaire. Il est difficile pour nous d'estimer précisément la somme totale générée à terme par cet IPU. Toutefois, selon Peter Dietsch, professeur de philosophie et de pensée économique à l'UdeM, un tel type d'IPU générerait entre 150 et 300 millions\$. Cette somme est certes moindre que le modèle plus contraignant d'IPU proposé par la FAECUM l'an dernier qui générerait près de 400 millions\$, mais demeure comparable aux 265 millions apportés par le dégel des frais de scolarité. Prévoyant les revenus totaux, l'État québécois pourrait utiliser divers instruments financiers pour l'incorporer immédiatement dans son budget sans s'endetter. Ainsi, le financement de l'université ressemblerait au financement à trois branches des pensions de retraite du Québec, reconnu internationalement pour sa stabilité et sa solidité².

«Si le mouvement étudiant fait adopter l'IPU, on réglera définitivement la question des frais de scolarité dans le bon sens.»

Un des aspects intéressants de cet IPU est que l'on demande à l'étudiant de contribuer une fois qu'il a les moyens de le faire, alors qu'une hausse nuira inévitablement à l'accessibilité (même l'économie néoclassique le prouve³) et fera exploser la dette étudiante. L'IPU n'impose pas de coût supplémentaire direct à l'entrée de l'université, ne nuisant donc pas à l'accessibilité et n'augmentant pas l'endettement. C'est ainsi que l'IPU remplit quatre objectifs de gauche: il augmente l'impôt des riches et le financement universitaire tout en remplissant les deux objectifs traditionnels du mouvement étudiant, soit l'accessibilité et le gel de l'endettement.

L'IPU répond non seulement à l'état précaire des finances publiques, mais aussi à une reconnaissance du bénéfice privé que le diplôme apporte à l'étudiant. Si la droite se doit de reconnaître les importants bénéfices publics issus de la diplomation universitaire, le mouvement étudiant doit reconnaître qu'aller à l'université rapporte d'importants bénéfices privés. L'IPU répond en partie à ce concept de bénéficiaire-payeur⁴. Ces résultats remplissant des objectifs de la droite, il est donc possible de penser que

2 Le parallèle est évident : l'impôt général paie la partie publique universelle du financement universitaire (tel le Régime des Pensions du Canada), l'étudiant paie en frais de scolarité la partie privée du financement, l'équivalent des régimes de pensions privés, et l'IPU complète avec un fonds de roulement qui rappelle le mécanisme assurantiel du Régime des Rentes du Québec.

3 Vierstraete, Valérie. 2007. « Les frais de scolarité, l'aide financière aux études et la fréquentation des établissements d'enseignement postsecondaire : comparaison à l'échelle internationale et étude de scénarios pour le Québec. » Sherbrooke, Québec : Ministère de l'éducation du Québec.

4 Il faut distinguer le concept de bénéficiaire payeur de l'utilisateur payeur. Ce dernier fait payer également tous les usagers d'un service, alors que le premier fait payer davantage ceux qui bénéficient directement du service.

le gouvernement actuel l'acceptera. De plus, l'IPU serait perçu comme étant «juste» par le «votant médian» qui, fort malheureusement, considère que les étudiants ne font pas leur part dans «l'effort budgétaire» global. Ainsi, en proposant cet IPU tout en conservant un fort appui au gel, le mouvement étudiant pourrait se gagner l'opinion publique, l'objectif de tout moyen de pression, et inciter le gouvernement à modifier la direction de sa politique de dégel des frais de scolarité.

L'IPU renferme un autre avantage. En effet, il est injuste qu'un étudiant québécois dont les études ont été financées par la société parte engranger un gros salaire à l'étranger et ne paie aucune redevance à l'État qui l'a éduqué. Or, puisque les diplômés s'engagent à signer un contrat avec l'État, ils seront légalement obligés de payer l'IPU même s'ils vivent à l'étranger. En signant une série d'accords avec quelques pays cibles, un peu comme les accords de réciprocité concernant les amendes routières, l'État québécois s'assurerait d'obtenir un montant substantiel qui lui échappe actuellement. Comme la mobilité internationale des cerveaux est un phénomène répandu, plusieurs autres États auront un incitatif à signer un accord de réciprocité avec le Québec.

Conclusion

Selon nous, le mouvement étudiant devrait adopter cette politique responsable qui cadre dans une logique de 3e voie, c'est-à-dire une social-démocratie renouvelée. Certains diront qu'il s'agit d'une social-démocratie ramollie, parce qu'elle reconnaît les impératifs budgétaires politiques et économiques de l'économie post-industrielle mondialisée. Cette social-démocratie de 3e voie conserve néanmoins ses idéaux de justice, de solidarité et d'égalité, à savoir ici une hausse d'impôt progressive pour financer un système éducatif performant et accessible à tous. Si le mouvement étudiant fait adopter l'IPU, on réglera définitivement la question des frais de scolarité dans le bon sens. En effet, l'obtention d'un gel ne fait que repousser à plus tard le moment où un gouvernement de droite remettra à l'agenda une hausse de frais de scolarité. Faute de présenter une alternative, il faudra, pour ne pas subir une hausse injuste des frais de scolarité, que les pressions exercées par le mouvement étudiant soient assez puissantes pour faire tomber le gouvernement libéral, et espérer une victoire du Parti québécois, pro-gel, et encore...

Suite à sa dernière Assemblée Générale, l'AESPEIUM⁵, qui est contre la hausse des frais de scolarité, a pris une position particulièrement responsable et dynamique en adoptant l'IPU comme potentielle alternative au blocage actuel. Il s'agira maintenant de veiller à ce que ce concept soit débattu dans la sphère publique, tout en maintenant l'unité du mouvement étudiant qui doit quand même revendiquer le gel des frais de scolarité, en attendant...

5 Association étudiante de science politique et d'études internationales de l'Université de Montréal.

Ode à l'impôt post universitaire

par Vincent Kérouac

Comme l'a dit Jean-François Harvey, le président-coordonateur de l'AÉSPÉIUM, lors de la première assemblée générale: « Il faut sortir de cette image d'enfant pourri gâté et être sérieux en proposant des alternatives. Il faut montrer qu'on veut travailler avec eux (le gouvernement) pour améliorer l'éducation. » Regard sur une de ces alternatives, l'IPU (impôt post universitaire).

La hausse, de l'argent perdu

Deux choses sont inhérentes au sort humain : la mort... et les impôts. Ce que j'amène ici est le fait que le mode de paiement actuel et l'IPU sont deux façons d'amasser de l'argent. La hausse, pourtant, comme un étudiant l'a mentionné avec éloquence durant l'assemblée, n'ira pas nécessairement en éducation. Elle sera perdue dans les confins des finances publiques, limbes dont les informations sont secrètes. Mais même à cela, il s'agit d'un problème encore plus grand. C'est un problème qui touche le mode de paiement.

Consommation versus responsabilisation

Quelle est la différence fondamentale entre le paiement normal des frais de scolarités et l'IPU? La philosophie. Le capitalisme nous dit : « achètes ton service et jouis-en après ». Le problème est le suivant : après l'avoir payé, on reçoit le service et voilà... fin. Avec l'IPU, le message est beaucoup plus noble : « puisque tu es égal aux tiens, jouis du service d'éducation. De plus, je t'offre l'opportunité d'améliorer ce ca-

deau qui t'a été offert, et qui sera offert à bien d'autres après toi, en subvenant aux besoins de l'institution qui t'a élevée parmi les grands. » La responsabilité, voilà ce qu'amènerait ce genre d'imposition. Car quoi de mieux, dans un monde en pleine crise qui demande maturité et responsabilité, qu'un mode de paiement qui amènerait l'étudiant à être reconnaissant envers cet endroit qui a fait de lui un citoyen conscient? Sont alors opposés deux modes de pensées : l'immédiat, la rapidité et, au bout du compte, le désir vorace d'en vouloir plus sans donner plus, et l'humilité du consommateur avisé qui paiera durant une partie de sa vie et n'aura d'autre choix que de se sentir concerné par les générations futures. Quel meilleur moyen de sortir l'individu du noyau où il se complaît, seul et avare?

J'ai espoir que des propositions brillantes comme celles-ci sont l'aube d'une réforme profonde du mode de fonctionnement souvent décadent au plan social.

Au secondaire où j'ai étudié, un professeur fulminait sur la réforme qui constituait pour lui un laboratoire expérimental transformant les étudiants en consommateurs. Ce professeur y allait toujours de la même phrase : « l'éducation, ce n'est pas un droit, c'est un privilège ». L'IPU est, selon moi, la représentation de cette philosophie. Le sentiment d'être privilégié, c'est souvent ce qui nous manque, dans notre complaisance grasse et typiquement occidentale.

La principale critique se positionne sur le fait que l'imposition est injuste envers les riches. Qu'ont-ils à craindre? Ceux qui étudient médecine ou droit atteindront un stade plus élevé de la pyramide sociale de Maslow. Il faut apprendre aux gens l'amour du Québec, l'amour du territoire et l'amour de nos créations, surtout après notre histoire, notre lot d'exodes, de ten-

tative d'assimilations, etc. Si l'on est fusionné en quelque sorte avec l'institution scolaire, si son avenir nous touche, qu'est-ce qui pourrait nous arriver de mal?

Eh bien, je vais me faire l'avocat du diable. Il y a un risque : déplacer l'opposition gouvernants-gouvernés qui blesse la jeunesse s'opposant au gouvernement Charest. Où? Au sein même du tissu social des étudiants.

Les mauvais côtés de l'IPU

Et si une élite se formait au milieu des associations étudiantes? Voyons voir.

Nous parlions tout à l'heure des « plus imposés », ces malheureux et pauvres futurs gros salariés qui paieront un peu plus. Ils voudront des pouvoirs et des droits à la taille de leurs investissements. Ils pourraient s'imposer comme une élite étudiante au sein de l'université. Faudra-t-il faire un choix entre donner l'argent des impositions des médecins aux médecins, des historiens aux historiens ou assembler la cagnotte et redistribuer équitablement? Tous ces facteurs et bien plus encore seront à gérer.

Et puis, on oubliera le conflit intergénérationnel. Car si la future jeunesse veut réformer, à son tour, le système, peut-être y aura-t-il prise de bec entre les payeurs déjà diplômés et les étudiants recevant leur cadeau gratuit (pour l'instant)?

Au fond, il faut repenser la relation dominant-dominé. C'est ce qui pousse à la lutte. La jeunesse doit faire comprendre au gouvernement Charest qu'elle est une associée-clé dans la négociation d'un avenir pour le système d'éducation.

Vladimir, star du porno

Chronique par Stéfanie Bergeron

On l'a vu tirer des balles anesthésiantes sur un tigre pour sauver la vie de journalistes, sortir un DVD sur l'art du judo et se promener en chapeau dans la toundra en cheval. En 2009, l'une de ses toiles a été vendue plus d'un million de dollars. En plus de plier un poêlon en fonte à mains nues devant public, on l'a aussi vu découvrir en direct de (faux) artefacts au fond de la mer Noire. Non, je ne vous parle malheureusement pas de votre nouveau président-coordonateur Jean-François Harvey, mais de Vladimir Poutine, Premier Ministre actuel de la Russie.

C'est que c'est un homme d'action, notre Poutine. Un mâle alpha. Fils de parents ouvriers et de grands-parents paysans, il incarne à lui seul l'idéal communiste. Après un passage au KGB, majoritairement en RDA, il occupera un poste haut-placé à la mairie de Leningrad (Saint-Petersbourg). Suivra ensuite une véritable ascension du pouvoir présidentiel ; d'abord occupant des postes moins importants, Poutine sera nommé Président du gouvernement (Premier Ministre) de Boris Eltsine, puis finalement, par intérim lors de la démission de celui-ci, Président de la Russie.

Élu officiellement en 2000, il obtiendra un deuxième mandat en 2004. La constitution ne permettant pas de se présenter pour plus de deux mandats consécutifs, il sera ensuite nommé Président du gouvernement par Dmitri Medvedev, son successeur. Celui-ci amènera la constitution pour permettre des mandats présidentiels de 6 ans ; le 24 septembre dernier, Dmitri Medvedev propose Poutine à la tête de la Russie, lors du congrès de Russie Unie, leur parti. Si réélu, Poutine pourrait donc demeurer président jusqu'en 2024.

Un peu fou, non ?

Poutine est partout. Et veut tout. Et l'aura. Parce qu'aussi fou que cela puisse paraître, on prend le Rambo russe au sérieux. On l'aime. Beaucoup,

même. Pour ses mensonges comme pour ses mesures économiques. Parce que sérieusement, qui pourrait vraiment prendre au sérieux un mec qui pêche des amphores du 5^e siècle ? L'événement, qui sera annoncé comme une mascarade deux mois plus tard, n'éclaboussera même pas sa réputation de façon remarquable. Imaginez que votre homme politique préféré, le très vénérable Stephen Harper, se promène «par hasard» dans les bois devant des dizaines de journalistes, et que, Ô miracle !, il marche sur un pot iroquois en parfait état. C'est à mourir de rire. Parce que non seulement on y croirait pas, mais on en ferait un mini-scandale. Comment peut-on sérieusement penser que la population sera assez dupe !?

En bien elle l'est, en Russie.

Pas unanimement, bien sur. Certains citoyens en ont assez de se faire manipuler. Mais d'autres, comme ces filles qui embrassaient «leur partie préférée» du premier ministre sur une photo dans les rues de Moscou, à l'occasion du 59^e du PM, au début du mois d'octobre, semblent l'idolâtrer. Intensément. Comme une star du rock. Et c'est ce qu'il est, Poutine. Le n°1.

On assiste là à un véritable culte de la personnalité, *full time*. J'ai l'impression de me retrouver en 1950, en CCCP, les *special camp* en moins. Mais comment est-ce possible, en 2011, qu'une population soit aussi fascinée par son dirigeant et propre à le laisser régner pendant aussi longtemps, sans trop se poser de question ? Les opposants seraient-ils si faibles devant Russie Unie?

La réponse est dans l'histoire.

Charles Tilly et Sydney Tarrow font état de *répertoires faibles*, en politique du conflit, «lorsqu'un régime autoritaire fait place à un régime semi-démocratique ou pluraliste. [...] Même au bout de dix ans de vie politique relativement ouverte, la grande majorité des Russes ne s'était toujours pas familiarisée avec l'action collective durable et ses modes d'organisation¹». Pourquoi serait-

¹ Tilly, Charles, et Sydney Tarrow. 2008. Politique(s) du conflit; de la grève à la révolution. Paris : Presses de la fondation nationale des Sciences Politiques. p. 40-41.

ce différent, lorsqu'on parle de chefs politiques ?

Les Russes n'ont connu rien d'autre que des chefs charismatiques (ou tout simplement autoritaires) pendant 70 ans. Comment s'attendre à ce que tout change du jour au lendemain ? Poutine n'est qu'un autre de ces chefs plein de charme et d'autorité, statut de Camarade en moins. Il incarne avec force l'idéal d'un peuple qui pendant des décennies a supporté son gouvernement sans prise de parole. Ça en prend du temps, pour changer. Surtout au niveau national. Poutine, c'est la continuité *soft* d'un culte qui remonte à très loin. On l'adore ou on démissionne, comme le ministre des Finances Alexei Koudrine à l'annonce de la participation de Poutine aux prochaines présidentielles.

Un juste milieu serait le bienvenu. Moins de neutralité (ennuyante et guindée) et plus de passion au Canada, et le contraire en Russie. Où sont passés nos Trudeau, nos Lévesque ? Pourquoi se contenter de Premier Ministres aux yeux qui font peur ? Moi, je veux mon propre Poutine. Un peu moins dictateur, quand même, mais je veux un représentant qui m'inspire. Qui nous donne le goût de rêver, un peu. Avouez qu'on en aurait bien besoin.

Harvey, je te lance un défi.

Vous êtes allés à la conférence de Gorbatchev, le 21 octobre dernier ? Je suis folle de jalousie. À 435\$ l'admission générale, j'ai passé mon tour. Parait qu'il a bien parlé, notre Gorby... vous savez quoi m'offrir l'an prochain.

Et si Camus avait raison?

Je ne vous apprendrai rien ici : le mouvement de protestation populaire auquel on assiste présentement traverse les frontières. Dans un nombre hallucinant de pays, les gens ont investi la rue pour manifester leur indignation.

Et si tous ces mouvements ne formaient au fond qu'une seule et même grande lutte?

Tout cela me fait penser au mythe de Sisyphe. Pour avoir insulté les dieux, Sisyphe est condamné à passer son éternité à tenter de hisser une roche au sommet d'une montagne, mais l'atteinte de celui-ci est impossible. Chaque fois qu'il s'approche du but, la roche retombe inéluctablement vers le bas.

Et Sisyphe de recommencer à pousser son caillou.

Et si, comme Sisyphe, les indignés d'à travers le monde luttaient en cœur pour une utopie impossible à atteindre? Si l'absurdité de cette lutte nous apparaissait soudainement, faut-il continuer à lutter malgré la conscience de celle-ci?

Camus, qui a repris le mythe, dirait que oui. Que «la lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un cœur d'homme».

Au fond, peu importe, puisque les indignés croient que non. Non, ce n'est pas une utopie. Parce qu'ils y croient.

Certains leurs ont reproché leur manque de revendications claires. En oubliant que le but n'est pas d'avoir des revendications politiques, un leader charismatique et des slogans bien accrocheurs – et bien prémâchés. Le but est de replacer le peuple au centre de la société. C'est aussi simple que ça.

D'ailleurs, ce dossier aurait pu en être un sur la solidarité. Parce qu'au fond, ce qui uni toutes ces luttes d'à travers le monde, c'est ça, la solidarité. Je ne sais pas pour vous, mais personnellement, je suis sidérée – et émerveillée – de voir un mouvement collectiviste aussi poussé dans ma société.

Pour ce premier dossier, on ne pouvait donc pas passer à côté de ce qui nous apparaissait comme un mouvement solidaire, ouvert, collectif et, au fond, pas si utopiste que ça. À l'image de ce que nous voulons faire du Polémique, en fin de compte.

Vous avez été plus que nombreux à répondre à notre appel; nous avons été ravis de voir notre boîte de réception bombardée d'articles tous plus intéressants les uns que les autres. C'est donc grâce à notre fantastique équipe de rédacteurs mais aussi grandement grâce à vous que nous sommes fiers de vous offrir ce mois-ci un dossier des plus étoffés. Comme seul le Polémique peut le faire, on s'y contredit, on relance les débats et on fait la lumière sur ce qui est parfois trop dans l'ombre.

Merci de votre confiance et de votre enthousiasme.

Polémiquement vôtre,

Laurence Campeau

Le point sur le printemps arabe

par Philippe Poulette

Décembre 2010. Tout commença à Sidi Bouzid, Tunisie, où Mohammed Bouazizi, marchand de fruit, s'immole après qu'on lui eût confisqué sa marchandise. Son geste d'extrême désespoir met le feu aux poudres dans tout le monde arabo-musulman et plus loin encore. Le Polémique fait le point, pays par pays, sur les remous et la situation politique actuelle dans le monde arabe.

Tunisie

Les manifestations organisées suite à la mort de Bouazizi prennent de l'ampleur et ont rapidement une proportion nationale; les Tunisiens en ont assez. Le président Ben Ali réagit d'abord avec colère et réprime la population tunisienne. Il se rend à l'évidence : le peuple veut du changement. Il annonce qu'il ne sera pas candidat à sa réélection et promet une plus grande liberté d'expression. Les Tunisiens tiennent tête à l'autocrate et demandent son départ immédiat. Le 14 janvier 2011, Zine El-Abidine Ben Ali quitte le pays en direction de l'Arabie Saoudite. Le peuple tunisien a gagné. Des élections à une assemblée constituante sont prévues pour le 23 octobre 2011. Au moment de mettre sous presse, les résultats ne sont pas connus.

Algérie

La révolte en Algérie fut parmi les premières à travers le monde arabe. Elle est menée depuis 1999 par Abdelaziz Bouteflika. Les manifestations initiales de décembre 2010 font suite à une hausse majeure du prix des aliments de base et aux troubles dans la Tunisie voisine. Après que l'état d'urgence ait été levé le 24 janvier, les manifestations périclitent et ne mettent plus en danger le leadership du Président Bouteflika.

Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite, pays principal de la péninsule arabique et premier producteur de pétrole au monde, s'est sommé toutes bien tiré de ce printemps. Récemment, le roi Abdallah a donné aux femmes le droit de voter et d'être candidate dans le seul suffrage au pays : les élections municipales. Depuis, plus rien.

Bahreïn

Le petit royaume du Golfe persique est dominé par la dynastie des Al-Khalifa, une famille d'obédience sunnite. Toutefois, la population est chiite. Au vu des remous dans le monde arabe, les Bahreïniens se rejoignent spontanément à la Place de la Perle à Manama. Après un mois de protestation en faveur de réformes, les forces de l'ordre locales, appuyées par l'armée saoudienne, mettent un terme aux manifestations et détruisent le monument de la Perle. Le calme est revenu, mais le mécontentement demeure.

Égypte

Le pays le plus peuplé du monde arabe est également l'un de ceux ayant connu la plus grande victoire du printemps arabe. L'Égypte se trouvait sous le règne de Hosni Mubarak depuis 1981. Suite aux manifestations et malgré les compromis mis de l'avant par Mubarak, le Président démissionne et remet les pouvoirs à l'armée. Subséquemment, l'ex-dictateur a survécu à une crise cardiaque et a vu

son procès s'ouvrir au Caire. Le pouvoir militaire en place ne mène toutefois pas les réformes aussi promptement que prévu.

Jordanie

Les contestations débutent en Jordanie, royaume voisin d'Israël et de la Palestine, le jour du départ du Président Ben Ali de Tunisie. Les jeunes chômeurs diplômés envahissent les rues et demandent des réformes démocratiques et économiques. Après quelques compromis mis de l'avant par le gouvernement, les manifestations perdent graduellement de l'ampleur et s'estompent. La situation est maintenant sensiblement semblable à celle qui perdure depuis 1999.

Libye

La situation libyenne fut particulièrement violente. Les manifestations d'abord pacifiques sont attaquées par les forces de l'ordre. Les manifestants deviennent donc rebelles. Le pouvoir libyen s'attaque donc aux groupes armés tout en prenant à la population pacifique de villes particulièrement critiques du Colonel Kadhafi, putschiste instable au pouvoir depuis 1969. L'opposition s'organise et prend la deuxième ville du pays. Pendant ce temps, à New York, le Conseil de Sécurité de l'ONU permet la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et l'utilisation de la force pour empêcher plus de bains de sang. Après des combats intenses durant tout l'été, les rebelles capturent Tripoli, puis Syrte, où le Colonel Kadhafi est finalement arrêté et tué.

Maroc

Le Royaume du Maroc est le plus modéré des pays mentionnés. Des manifestations d'une certaine importance ont tout de même été organisées contre la lenteur des réformes promises par le roi Mohammed VI. Celui-ci décide donc de réviser la constitution. Par la suite, le « Commandeur des Croyants » fait accepter ses réformes par un référendum sur la question. Le 1er juillet dernier, le peuple marocain acceptait cette nouvelle constitution et la situation est demeurée calme depuis.

Syrie

Le mouvement de protestation a d'abord été très marginal en Syrie. Le régime de Bachar El-Assad était à première vue solidement en place lorsque des manifestations grandissantes ont débuté à Deraa, au sud. Lorsque le phénomène s'est généralisé, les forces de l'ordre sont intervenues, envoyant des chars à Deraa et dans d'autres villes. Les manifestations pacifiques se poursuivent depuis le mois de mars et la répression est parmi les plus sanglantes de toutes celles mentionnées dans cet article. L'opposition s'est réunie à Istanbul dernièrement pour fonder le conseil national syrien, ce qui rend possible une éventuelle lutte armée. La situation au moment d'écrire ces lignes est sinistre et dans une impasse évidente considérant la loyauté des dirigeants de l'armée.

Yémen

Finalement, les manifestations au Yémen ont débuté fin janvier. Le Président, Ali Abdallah Saleh, dans une situation extraordinairement difficile, propose concession après concession. Rien n'y fait. Les manifestations demeurent. Le 2 juin, le palais présidentiel est bombardé et Saleh, blessé, quitte pour l'Arabie Saoudite. Bien qu'il ait promis de quitter le pouvoir avant la fin de 2011, son retour au Yémen au mois de septembre a envenimé la situation, qui est toujours dans une impasse d'ailleurs.

« Ne me libère pas, je m'en charge »

- Femmes et révolutions -

par Laurence Campeau

Benghazi, le 15 février dernier. Des dizaines de mères de prisonniers morts en détention se réunissent devant un tribunal, défiant ainsi l'interdiction de manifester alors en vigueur. Un peu plus tard, des milliers d'hommes les rejoignent, puis prennent le relais ; un mouvement de contestation venait de prendre naissance, et ce, grâce à nulles autres qu'aux femmes du pays, qui venaient une fois de plus de prouver que les grands changements sociaux sont impossibles sans leur implication active.



Voilà un exemple du rôle joué par les femmes dans le mouvement de contestation qui secoue le monde arabo-musulman. Et il est loin de s'agir du seul; organisation de rassemblements, cyber-militantisme, création de slogans... Qui a dit que le rôle de la femme arabe se résumait à soutenir son mari? Loin d'être passives, celles-ci ont plus que contribué au combat des peuples arabes pour la démocratie; elles en ont été le moteur. Ceci dit, une chose se doit d'abord d'être mise au clair: cette participation active aux processus révolutionnaires n'a rien pour étonner. Si l'on connaît déjà toutes les raisons légitimes des hommes de provoquer une révolution, pour les femmes s'ajoutent autant de raisons; un système patriarcal oppressant, des droits réduits dans tous les domaines, une tradition religieuse lourde à porter – le tout ne forme rien de moins qu'une véritable prison, les barreaux en moins. Ajoutons aussi qu'avec l'accès aux études étant devenu beaucoup plus facile pour celles-ci, particulièrement en milieu urbain – elles sont désormais majoritaires dans nombres d'universités, que ce soit en Tunisie, en Égypte ou en Iran – ce sont des femmes informées et de plus en plus conscientes de leurs droits (ou du non-respect de ceux-ci) qui sont descendues dans les rues de Tunis, du Caire, de Sanaa ou encore de Benghazi. Rien d'étonnant donc à ce que la moitié la plus opprimée et la plus éduquée du peuple prenne les devants des processus révolutionnaires.

«En plus de jouer un rôle déterminant dans le renversement des dictatures arabes, la présence des femmes pourrait donc servir de catalyseur à la destruction de préjugés [...]»

Prévisible, mais non moins remarquable

L'image de centaines de longues silhouettes noires, derrière lesquelles on devine tout autant de femmes entièrement couvertes du traditionnel niqab yéménite, manifestant dans les rues de Sanaa peut paraître surréaliste. Et pourtant, ce genre d'images est devenu de plus en plus habituel lors de l'apogée du printemps arabe. Parce qu'en effet, malgré le caractère prévisible de cette participation féminine aux manifestations, on comprend que la situation se distingue de celle des hommes si l'on considère que dans le contexte ultra-conservateur de certains pays, les femmes ont à franchir des barrières infiniment plus résistantes. Je pense par exemple au cas de ces citoyennes yéménites qui, confinées à la maison, doivent obtenir la permission de leur mari pour sortir. Dans cette situation, inutile de souligner que d'aller manifester sur la place publique – ce qu'elles ont fait en grand nombre – représente énormément pour elles.

Si les peuples de Tunisie, d'Égypte et de Lybie dans leur ensemble peuvent être fiers d'avoir renversé ces régimes autoritaires, les femmes, quant à elles, peuvent ajouter à cet accomplissement celui d'avoir défié le sexe dominant. En plus de jouer un rôle déterminant dans le renversement des dictatures arabes, la présence des femmes pourrait donc servir de catalyseur à la destruction de préjugés réducteurs selon lesquels la femme musulmane se doit d'être obéissante et peu revendicative, comme si le voile ou la burka étaient automatiquement synonymes de soumission – rien de plus faux.

Et maintenant ?

Maintenant que les femmes ont joué un rôle primordial dans le renversement de plusieurs de ces dictatures, une question se pose naturellement : la place accordée à celles-ci dans la

réorganisation politique des nouveaux régimes arabes sera-t-elle proportionnelle au rôle qu'elles ont joué pour leur création? En Tunisie notamment, où une assemblée constituante fut élue le 23 octobre dernier, on a assisté à un tournant historique : la parité homme-femme était une condition obligatoire afin de se présenter en élection. Cela représente énormément pour les femmes du pays si l'on considère que la nouvelle constitution ne pourra ainsi faire autrement que de prendre en compte les droits des femmes. Voilà donc une mesure révolutionnaire qui donne gain de cause à celles ayant répandu le slogan « Un homme = une femme » dans les rues de Tunis. Par contre, cette loi ne peut et ne doit pas être le seul outil mis à la disposition des femmes pour une société tunisienne plus égalitaire.

On s'inquiète aussi du côté de l'Égypte. La popularité des Frères Musulmans présente un risque important de recul des droits des femmes du pays, et aucune femme ne prend position ni dans le comité en charge de réviser la constitution, ni dans le gouvernement de transition, ce qui laisse croire que la place accordée aux femmes dans les postes décisionnaires pourrait être toujours beaucoup trop mince, et ce, malgré leur grand nombre dans les rues du Caire pendant les 18 jours de la révolution. Inutile de dire que cela est déplorable ; il est grand temps de cesser de faire la distinction entre les droits de l'Homme et ceux de la Femme. Si quiconque souhaite être l'architecte d'une véritable démocratisation, il est inenvisageable de mettre de côté les droits de la moitié de la population. Le combat de ces femmes, bien qu'admirable, est par conséquent à mille lieux d'être terminé.

Qui sont ces femmes de la révolution ?

Elles sont étudiantes ou mères de famille, voilées ou en talons hauts, militantes actives ou simples travailleuses. Et elles revendiquent toutes la même chose : la fin de ces régimes qui minent leur pays et, par la même occasion, un plus grand respect des droits des femmes. Parmi elles, la Yéménite Tawakkul Karman, qui s'est vue, à l'instar de deux autres femmes, décerner le 7 octobre dernier le prix Nobel de la Paix. Ce prix, elle l'a mérité pour avoir mené de front le mouvement contestataire contre le roi Ali Abdallah Saleh, notamment en installant une tente en pleine Place du Changement à Sanaa. De quoi être fière. Parce qu'en effet, sans des femmes comme Tawakkul Karman, le monde arabe serait peut-être toujours aussi silencieux qu'à la veille

La révolte étudiante

par Coralie Hodgson

Après les révolutions du printemps arabe et avant l'automne des indignés, des mouvements de protestations étudiantes ont envahis les rues d'Europe, d'Amérique Latine et du Québec. Assistons-nous également à une révolution des mouvements étudiants? Si oui, le Chili définit clairement la route, poursuivant une grève scolaire depuis maintenant plus de cinq mois et réclamant un changement total de paradigme dans le domaine de l'éducation. Les négociations qui ont eu lieu au début octobre avec le gouvernement chilien Piñera n'ont pas réussi à satisfaire les demandes des étudiants, qui continuent de manifester de plus belle.

Le mouvement étudiant jouit d'une solidarité non seulement parmi les étudiants, mais également d'un support énorme de la part de la population. Depuis 5 mois, il y a des manifestations régulières dans tout le pays, réunissant parfois jusqu'à 150 000 personnes. Des études récentes ont d'ailleurs démontré que plus de 80% de la population chilienne soutient le mouvement.

Les manifestations ne sont pas composées seulement d'étudiants, mais de différents groupes et individus qui s'opposent au régime de droite de Piñera et qui souffrent des conséquences économiques et sociales de ses politiques néolibérales. Qu'il s'agisse de l'accès à l'éducation supérieure ou aux soins de santé, la société chilienne vit un grave problème d'inégalité, tous secteurs confondus. C'est pourquoi divers groupes s'unissent à la cause étudiante, notamment le principal syndicat du pays qui s'est joint aux étudiants lors de la grève nationale qui a eu lieu en août dernier. La demande de réforme du système éducatif, hérité d'Augusto Pinochet, s'est donc transformée au fil des jours en demande de réforme du modèle néolibéral chilien pour plusieurs groupes.

La couverture médiatique du mouvement a grandement aidé les étudiants dans la mesure où ils jouissent maintenant d'un soutien et d'une reconnaissance à travers la planète. Les trois leaders du mouvement se sont rendus à la mi-octobre en Europe où ils ont notamment participé à une rencontre à l'université Panthéon

Sorbonne organisée par l'UNEF, principal syndicat étudiant en France. Giorgio Jackson, l'un des leaders du mouvement, a d'ailleurs fait remarquer que leurs revendications n'étaient pas totalement saugrenues, car elles prônent un système éducatif qui est en place à l'heure actuelle dans plusieurs pays européens et qui fonctionne relativement bien.

Cependant, tous n'appuient pas le mouvement. Une minorité d'étudiants prônent le retour sur



les bancs d'école, et des études produites par certains chercheurs indiquent que le système éducatif chilien est, contrairement à ce que l'on affirme, plus égalitaire qu'il ne l'était auparavant. De plus, la tension montante entre manifestants

«La couverture médiatique du mouvement a grandement aidé les étudiants dans la mesure où ils jouissent maintenant d'un soutien et d'une reconnaissance à travers la planète.»

et policiers a créé certains dérapages violents dans plusieurs manifestations, ce qui est utilisé par plusieurs pour tenter de discréditer le mouvement. Malgré tout, l'appui massif dont jouit le mouvement ne s'essouffle pas, au contraire.

Face à la demande des étudiants chiliens d'obtenir une éducation gratuite et de qualité, le président Sébastien Piñera affirmait que « (...) rien n'est gratuit dans la vie. Au final, quelqu'un doit payer. » Ayant durant trois mois refusé la discussion avec les étudiants en les sommant de retourner sur les bancs d'école, il a finalement accepté de négocier après avoir dégringolé jusqu'à 19% de popularité dans les sondages d'opinion au Chili. Sa proposition a pourtant été rejetée par les étudiants. Ces derniers souhaitent se battre jusqu'au bout et s'attendent à un changement réel. Ils veulent que l'éducation publique soit de meilleure qualité, l'éducation privée plus accessible et que les universités ne soient pas des entreprises à but lucratif. Camilla Vallejo, leader du mouvement étudiant des

derniers mois et membre du parti communiste, affirme que «le modèle actuel contribue seulement à perpétuer un Chili inégal ». Le système reproduirait les inégalités dès la naissance, les plus pauvres étant condamnés à être pauvres et les plus riches à le rester.

Les étudiants scandent que la famille moyenne ne peut pas se permettre d'envoyer leurs enfants dans une école privée sans dette financière qui les paralysera pour dix, voire vingt ans. Et l'école publique ? Elle serait synonyme d'une piètre qualité due au manque de financement. Le Chilien moyen qui veut avoir une chance de trouver un emploi à la sortie de l'école n'aurait donc d'autre choix que de s'endetter massivement ou de s'exiler pour étudier. C'est d'ailleurs le cas d'un nombre impressionnant de Chiliens qui étudient en Argentine, comme en ont d'ailleurs témoigné les manifestations de soutien à la cause étudiante chilienne qui ont eu lieu à Buenos Aires cet été.

En entrevue à la télé chilienne, Giorgio Jackson, affirmait que le Chili est le pays au monde qui offre le moins d'aide financière à l'éducation supérieure. Le Chili se situe dans le palmarès des pays ayant le plus grand écart riches-pauvres, si on se fie à son coefficient de Gini. L'impressionnante performance économique du Chili au cours des vingt dernières années aurait donc apparemment été accompagnée d'une croissance de l'écart des richesses. Le fossé grandissant entre riches et pauvres est cependant un phénomène qui s'est répandu à l'échelle planétaire au cours des dernières décennies, et qui ne semble pas étranger à la montée actuelle des contestations dans divers secteurs de la société à l'échelle mondiale.

Tout comme le mouvement des indignés, le mouvement étudiant est devenu pour plusieurs une tribune pour dire tout haut ce que la population pense depuis des années: le système doit changer.

Si on peut observer une certaine convergence entre les deux tendances, les mouvements étudiants ont un message et des revendications claires. Des manifestations ont eu lieu à Brasilia le 31 août dernier pour que le gouvernement consacre 10% du PIB à l'éducation. Début octobre, dans plusieurs villes en Italie, des milliers de manifestants se sont insurgés contre la coupure de 8 milliards d'Euro dans le budget de l'éducation. À Madrid, des milliers d'étudiants sont descendus dans la rue pour dénoncer les mesures d'austérité visant principalement l'éducation. Au Québec, on s'insurge contre l'augmentation des frais de scolarité de 1625 dollars. Espérons que l'indignation continue et surtout, qu'elle portera fruit.



Winner-Take-All Politics

par Olivier Jacques

Si *Indignez-Vous* de Stéphane Hessel est la Bible des indignés d'Europe, l'ouvrage de Joseph Hacker et Paul Pierson, *Winner-Take-All Politics : How Washington Made the Rich Richer and Turned its Back on the Middle Class*, pourrait être le livre emblématique des manifestants d'Amérique du Nord. Les auteurs expliquent les processus politiques qui ont permis de passer d'une économie politique soutenant une large et prospère classe moyenne, à une économie qui profite d'abord au 1% les plus riches, les grands bénéficiaires de la croissance économique des trente dernières années.

La part de la richesse nationale des 1% les plus riches est passée de 8% en 1973 à 16% en 2000 aux États-Unis, pour une moyenne après impôt de 1.2 millions\$ par ménages et ce, en excluant les gains en capitaux. Aujourd'hui, il est clair que les plus riches détiennent une part encore plus importante de la richesse sociale à cause des politiques néolibérales des années 2000 qui ont fait exploser les inégalités économiques suite à une réorientation des politiques publiques et fiscales en fonction des exigences d'une économie de gestion de l'offre. Par exemple, la baisse d'impôt consentie par les Républicains en 2001 a permis au 1% des ménages les plus riches d'économiser 40 000\$ par année d'impôt, sans compter l'abolition de la taxe sur le capital et la baisse de l'imposition sur les successions. Aux États-Unis, le taux marginal d'imposition des «stratosphériquement» riches (les 0.01% les plus riches) est passé de 75% (!) en 1970 à 35% en 2004. La contrainte macroéconomique due au passage du keynésianisme au monétarisme explique certainement cet effet, mais une telle baisse d'impôt demeure un choix budgétaire qui a d'ailleurs englouti l'ensemble des surplus de l'ère Clinton.

Le Canada vit une situation semblable, mais de moindre ampleur. En terme de pourcentage de la richesse nationale, les 1% des Canadiens les plus riches sont au 3^e rang de l'OCDE, juste derrière la Grande-Bretagne et les États-Unis, alors que le Canada demeure un des pays les plus inégalitaire de l'OCDE (exception faite du Québec, grâce à son système fiscal plus progressif et aux politiques de lutte à la pauvreté instaurées par le Parti Québécois). Or, pendant que les individus riches, au Québec surtout, sont justement taxés (53% d'impôt marginal sur chaque dollar gagné en haut de 129 000\$), la firme KPMG considère Montréal comme un paradis fiscal : la 4^e métropole où les entreprises sont les moins taxées au monde! En effet, 75% des bénéfices net des sociétés inscrites dans le centre financier de Montréal (là où les indignés campent) est exempt d'impôt, sans parler du fait que le gros du salaire de leurs gestionnaires est offert

en Stock-Options exempts d'impôts. On assiste au Québec à une forme de désolidarisation des super riches, qui ne cotisent plus à la hauteur de leurs moyens au budget serré de notre État.

Il ne faut pas croire les économistes néoclassiques qui répètent inlassablement que ces politiques fiscales inégalitaires sont le résultat d'une pression inexorable découlant de la mobilité des capitaux et de la mondialisation; les gouvernements ne pouvant rien y faire. Les néolibéraux disent que le gouvernement n'a aucune influence sur les revenus de marché *avant* l'application des taxes et transferts, or, « *Government rules makes the market* ». En créant les structures institutionnelles et des lois qui dictent les règles du jeu, le gouvernement est capable d'influencer la répartition des revenus *avant* la taxation. Le phénomène du *Winner-Take-All* est fondamentalement lié à la politique : il résulte de politiques publiques faites par nos élus, ou, au contraire, de politiques évitées par ceux-ci.

Les drifteurs

Pour bien analyser la situation, il faut concevoir le politique « *as an organised combat* », une lutte entre groupes organisés qui, pour que la législation convienne à leurs intérêts, tentent d'influencer les élus, eux-mêmes fortement liés à ces lobbies. Le plus souvent, ces lobbies travaillent pour que les politiciens pratiquent le *drift*, c'est-à-dire, « *the deliberate failure to adapt public policies to the shifting reality of a dynamic economy* ». On voit un problème, on connaît une solution efficace, mais des groupes de pression exploitent des points de veto dans le système politique (au sénat américain par exemple) pour faire obstruction aux réformes. La non-règlementation des produits dérivés, responsables de la crise de 2008 est un triste exemple de *drift*. Au Québec, lors du lock-out au Journal de Montréal, le Conseil du Patronat et Quebecor ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il n'adapte pas la loi anti-briseurs de grèves aux réalités économiques actuelles. Le conflit s'est éternisé à l'avantage des patrons tout simplement parce que la loi anti-briseur de grève n'est pas adaptée au travail à distance par Internet, une évolution pourtant élémentaire. D'ailleurs, ce *drift* antisyndical est contraire aux intérêts de la classe moyenne, les syndicats étant le contrepoids organisationnel le plus important pour favoriser les travailleurs de la classe moyenne et réduire les inégalités. La corrélation internationale est presque parfaite : plus un pays est syndicalisé, moins les salaires sont inégaux. Or, les syndicats n'ont pas les moyens financiers d'être concurrentiels quand l'argent prend le contrôle de la politique.

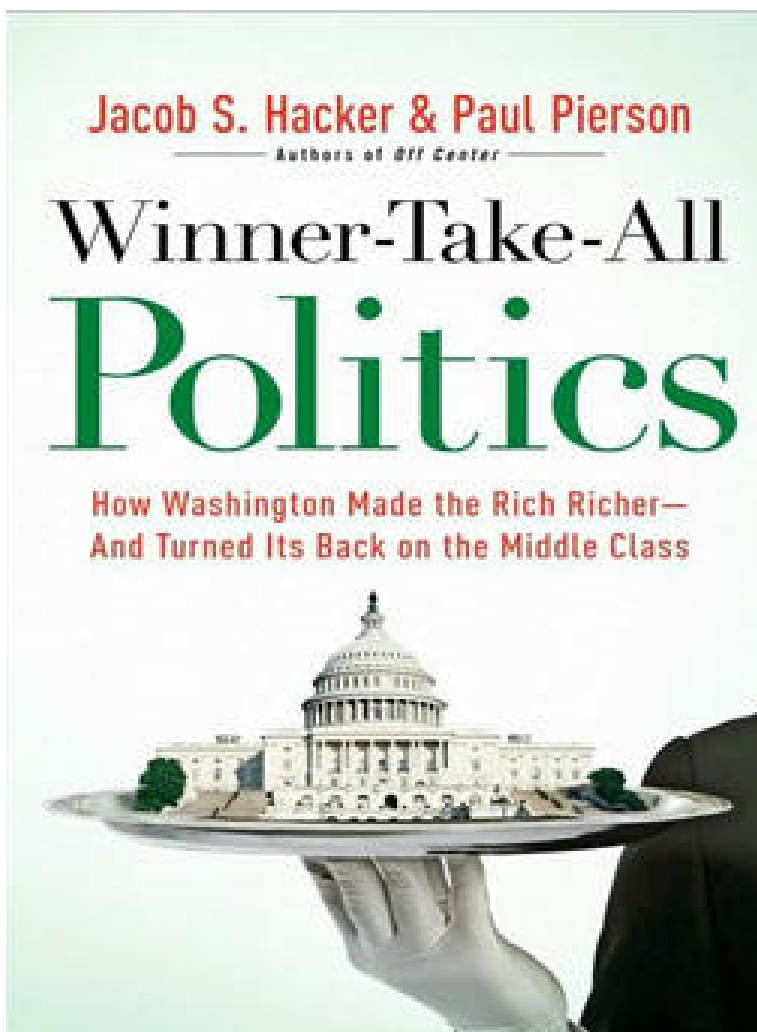
«Le meilleur ami du *drift*, c'est l'ignorance et le désintérêt. S'il n'y a pas de pression sociale, le *drifteur* ne résoudra pas les problèmes structurels du système.»

Le financement des partis politiques

Le financement des partis politiques est le nerf de la guerre du *Winner Take-All Politics*. Un financement privé illimité comme aux États-Unis permet aux riches groupes d'intérêts, les grandes entreprises et la haute finance en particulier, d'avoir une emprise directe sur la politique puisque les candidats ne peuvent gagner sans leur appui. Les gouvernements représentent moins les intérêts des classes moyennes parce tous les partis sont pris dans une dynamique institutionnelle dont ils doivent tenir compte. Cela force les partis de centre-gauche à pencher davantage à droite pour obtenir le financement nécessaire pour être « électoralement compétitifs ». Ainsi, les Démocrates sont passés maîtres dans l'art du *drift*, on évite les enjeux sensibles et on modifie la mise en agenda pour s'assurer qu'elle soit davantage pro-business. Cela peut expliquer pourquoi les gens sont si déçus de la présidence de Barack Obama qui a *drifté* comme jamais dans sa réforme du secteur financier suite à la crise.

Selon moi, la pire attaque contre la démocratie et la justice sociale que les Conservateurs pourraient faire est d'aller de l'avant avec leur idée d'abolir le financement public des partis politiques. Si tel est le cas, la politique va s'américaniser davantage; ça va *drifter* en masse au Canada!

Le meilleur ami du *drift*, c'est l'ignorance et le désintérêt. S'il n'y a pas de pression sociale, le *drifteur* ne résoudra pas les problèmes structurels du système. La meilleure façon pour un politicien de ne pas avoir à répondre à des problèmes évidents du système est de ne pas en parler, de les éviter ou de détourner l'attention sur des enjeux mineurs comme les questions morales. L'aspect positif du mouvement Occupy Wall Street réside dans l'attention médiatique et populaire qu'il apporte aux problèmes structurels de notre système. Reste à bien cerner les causes de ces injustices pour proposer des alternatives crédibles.



Wall Street: Tombera, tombera pas?

par Mathieu Théorêt Crawford

On le clame sur tous les toits: 2011 est l'année des révolutions. Des indigents d'Espagne aux protestataires de la place Tahir en passant par le Chili, la mode est à la contestation. L'étape la plus récente de cette manifestation mondiale contre les institutions économiques et gouvernementales se déroule à New York, sur l'échine même du capitalisme moderne qu'est Wall Street.

En effet, depuis le 17 septembre dernier, des Américains en quête de changement ont décidé de passer à l'action et de s'insurger contre les inégalités économiques qui les affligent. Ils ont donc envahi le quartier financier de New York, fourmillant à travers les rues en scandant des slogans de jour, et prenant pour refuge le parc Zuccotti la nuit; ces manifestants espèrent un changement.

Un changement qui n'arrivera pas.

Pourquoi?

Tout simplement, car le parc Zuccotti n'est pas la place Tahir, que New York n'est pas Le Caire, et surtout parce que les États-Unis d'Amérique ne sont pas l'Égypte.

Alors que le gouvernement égyptien était chancelant et le gouvernement espagnol d'apparence beaucoup plus corrompue, le gouvernement états-unien est stable et éprouvé : il ne pliera pas devant une si faible pression. Il va sans dire qu'il est vrai que des lacunes majeures affligent le système économique américain et que Warren Buffet a raison lorsqu'il exulte que les mieux nantis sont quasiment absous d'imposition¹.

Cependant, l'économie américaine est un système bien huilé; un système qui perdure sur d'anciennes bases à tendances fondamentalement conservatrices et qui ne semble pas prêt à être transmué. *Ipsa facto*, il faudra plus que de simples manifestations et contestations pour venir à bout des géants de Wall Street qui mènent le gouvernement par le bout du nez.

Les doléances des contestataires ne seront donc pas écoutées par l'État américain en raison de cet assujettissement du gouvernement américain aux grandes banques et firmes financières.

¹ Warren Buffet, milliardaire américain, actionnaire principal et PDG de Berkshire Hathaway, a récemment demandé une hausse des impôts chez les plus fortunés. Il a déclaré ne payer que 17% d'impôts alors que sa secrétaire en payait plus que lui.

Les indignés d'Espagne prennent la rue pour la démocratie

par Jean-Pascal Bilodeau

Le 15 mai 2011, les Espagnols surprenaient le monde entier alors que des milliers de manifestants prenaient la Puerta del Sol, considérée comme le cœur de Madrid, et décidaient... d'y rester. En s'inspirant directement de la place Tahrir d'Égypte, ils venaient de lancer un mouvement planétaire ; celui des Indignés. Or, ce mouvement a d'abord été résolulement national alors que les revendications s'articulaient autour des législatives municipales du 22 mai. En effet, avec un taux de chômage endémique, une économie en plein marasme et de nombreux scandales de corruption, de nombreux Espagnols ne se sentaient pas représentés par leurs politiques. Ils ont donc décidé de faire revivre la démocratie dans la rue.

Ce mouvement s'est distingué d'abord par son absence de positionnement clair. Plus qu'à une situation précise, c'est l'ensemble du système politique que les indignés considèrent sclérosés. Le bipartisme, l'absence de réel choix politique, les nombreuses mesures d'austérité, la

Et, surtout, à cause de l'abstention du peuple américain à réellement s'impliquer et à affirmer ses désirs.

Évidemment, vous me direz que le mécontentement américain est bel et bien apodictique; que la frustration de ces derniers est justifiée, et que le gouvernement se doit de les écouter.

Nonobstant cela, il émane une certaine confusion des demandes des protestataires. Mis à part une révolution économique, que veulent-ils? Peu pourraient vous répondre en termes clairs et concis. Cette absence de cohérence dans leurs arguments nuit énormément à leur crédibilité. Rares sont ceux qui ont des mesures pertinentes à proposer en remplacement aux politiques actuelles. C'est bien beau désirer du changement, mais encore faut-il proposer des solutions!

« [...] l'État semble aussi perdu que ses citoyens dans ce débat là; il ne sait que faire.»

D'autant plus, il y a une très grande ambiguïté chez les désirs des américains. D'une part, ils réclament une rectification du système et des classes économiques, et de l'autre ils critiquent toute proposition à tendance plus sociale de l'administration Obama, tout comme ils l'ont fait avec le *Patient Protection and Affordable Care Act*, soit la réforme du programme de santé, proposée par celui-ci. Changer son fusil d'épaule de temps à autre peut être bénéfique; mais le changer d'année en année devient problématique.

À dire vrai, le peuple américain ne sait pas ce qu'il veut. Habitué, par tradition, à un système plutôt de droite, il panique à l'arrivée de réformes à propensions publiques ou gauchistes.

Il va sans dire que l'État semble aussi perdu que ses citoyens dans ce débat là; il ne sait que faire.

Barrack Obama s'est lancé dans le vide avec son plan de santé publique, sans savoir s'il allait s'écraser. Suite aux admonestations qui ont suivi l'établissement de ce dit plan, il va sans dire que la présente administration des États-Unis ne tentera pas ce coup une deuxième fois, les élections de 2012 étant déjà en jeu. Obama veut un deuxième mandat. Il ne lancera donc pas dans une autre tentative de réforme du système.

Pas alors que les présidentielles arrivent à grandes enjambées.

dérégulation de la finance sont entre autres fortement dénoncés.

L'expulsion par la force des manifestants de Barcelone, de Grenade et de Madrid contribuent à l'afflux de manifestants qui, souvent choqués par les images diffusés sur internet, se mobilisent contre ces exemples de répression qu'ils jugent contraire aux droits fondamentaux. Et pourtant, si la contestation a pris son envol, les élections du 22 mai ont tout de même couronné le Parti conservateur qui a obtenu des avancées significatives.

Les indignés avaient appelé au boycott du vote, puisqu'ils considèrent que personne ne les représente.

Dans de nombreuses villes d'Espagne, des plus grandes (Barcelone, Madrid, Séville) aux plus modestes (Grenade, Algeciras), des campements de résistance se sont installés. Des cuisines collectives, des garderies, des services de premiers soins, des librairies et des ateliers d'arts se sont organisés en plus des nombreux comités chargés de réfléchir et d'articuler le mouvement. Les décisions se prennent en Assemblées générales dans lesquelles on tente d'atteindre le consensus et dont les mécanismes varient de ville en ville.



©David Shankbone



©David Shankbone



Les Indignés d'Espagne

Le 12 juin, les *Indignados* quittent la Puerta del Sol pacifiquement, en rangeant tout le campement. Ils y ont cependant laissé un kiosque d'information ; le mouvement n'est pas mort, seulement ils ont jugé qu'il serait mieux servi sans un camp permanent, avec une augmentation des actions dans les quartiers. C'est ainsi que l'organisation a poursuivi sa tendance décentralisatrice.

Le 19 juin, des manifestations monstres ont lieu dans plusieurs villes. Barcelone aurait réuni plus de 500 000 manifestants et Madrid, près de 180 000, selon les organisateurs.

Les Indignés ont également organisé des marches convergeant vers Madrid dans le mois de juillet. Le 15 octobre dernier, ils ont montré qu'ils vivaient encore alors que des manifestations regroupant des centaines de milliers de personnes ont eu lieu dans tout le pays.

Il est de ce fait curieux de voir comment, dans des circonstances complètement différentes, le mouvement du 99% et celui des Indignés se sont rejoints sur l'essentiel tout en adaptant à leurs cultures respectives, à leurs villes respectives, les modes de fonctionnement et les analyses.



Les raisons de la colère

par Jean-Pascal Bilodeau

2011 aura été sans conteste l'année du retour à la contestation populaire. Les révoltes, d'abord nées en Tunisie, se sont propagées comme un feu de broussailles, d'abord à de nombreux pays arabes, puis vers l'Europe, vers l'Amérique et enfin, à travers le monde. À ce jour, aucun continent n'est épargné par ces vagues de manifestations ; de la Corée du Sud à l'Australie en passant par Israël, des citoyens du monde entier ont pris les rues, les places pour se faire entendre. Cette vague aura fini, le 15 octobre, par toucher terre à Montréal où quelques centaines de manifestants ont pris possession du Square Victoria qu'ils ont aussitôt rebaptisé la Place du Peuple.

La grosse erreur de la presse traditionnelle

La première caractéristique qui frappe aux yeux lorsqu'on considère l'ensemble des mouvements nés en Occident depuis les Indignés d'Espagne, c'est d'une part l'homogénéité du mode de fonctionnement et des tendances générales de ces mouvements et, d'autre part, l'imprécision entourant les revendications. Car on a l'impression d'avoir en face une photographie dont le portrait général est assez clair mais dont le focus est entouré d'un flou mystérieux. Cela peut à prime abord sembler paradoxal. Or c'est au contraire tout à fait cohérent avec l'essence du phénomène.

Pour comprendre cela, il faut appliquer un regard qui sort des mouvements traditionnels axés sur une cause à effet précis.

Ce qui s'apparente le plus aux Indignés d'Europe et aux *We are the 99%* d'Amérique, c'est le mouvement altermondialiste dont les ailes avaient été coupées net par les événements du 11 septembre, par la peur, le repli sur soi et la xénophobie qui en avait découlé. Or, ce mouvement avait sensiblement les mêmes analyses : contre un capital omniprésent dans les relations humaines, contre la spéculation outrancière, contre des multinationales qui engrangeaient des profits exponentiels, contre les bonus des dirigeants, contre la corruption de l'État, contre une globalisation économique plaçant la souveraineté populaire loin derrière les intérêts économiques.

«La banque est plus que les hommes, je vous le dis. C'est le monstre. C'est les hommes qui l'ont créé, mais ils sont incapables de le diriger.»

Car la souveraineté semble en effet s'être déplacée, dans les démocraties, du citoyen vers l'agrégat financier.

Cette affirmation n'a rien d'innocente.

Car en effet, voter, oui, mais pour qui? Les manifestants ont ainsi l'impression assez fondée qu'ils n'ont le choix qu'entre un gestionnaire d'entreprise et un autre, entre de vagues différences axées bien plus sur des technicités que sur une réelle vision de la société. Comment et quoi privatiser ; comment et quoi déréglementer (pourvu que ce soit bien économique),

comment augmenter le contrôle social? Aucune vision, mis à part celles de partis considérés comme bien utopistes, ne se profile dans l'horizon politique. Les voix dissidentes sont ainsi marginalisées dans des systèmes où seuls les grands partis subsistent et ont une chance de participer au pouvoir.

L'époque n'est pas joyeuse pour les idéalistes.

Ou plutôt, elle ne l'était pas. En Espagne, c'est ainsi que des milliers de citoyens se sont soudain retrouvés coude à coude sans trop savoir comment cela était arrivé.

Il faut dire que la déconnexion est sidérante entre les citoyens et leurs dirigeants. En Espagne, c'était d'abord contre des gouvernants qui ne savent plus les écouter que les manifestants avaient pris la rue; chômage endémique, mesures d'austérité sur mesures d'austérité érodant le tissu social, creusement des inégalités, spéculation sur tout et partout : voilà autant de critiques qu'énonçaient les mouvements. À Montréal, le refus de créer une enquête publique contre la corruption dans la construction, les hausses de frais drastiques en éducation supérieure sans aucune discussion préalable, les lois baillons, le gaz de schistes, le Plan Nord et la vente à rabais des ressources naturelles du Nord sur le dos des populations autochtones – car non, le Nord n'est pas vide comme on le dit si souvent - entre autres choses, ont fortement contribué à la grogne populaire.

Cependant, cette grogne est plus qu'une colère passagère: elle est un malaise structurel. Elle est l'expression profonde de citoyens qui se sentent exclus de leur propre démocratie. Elle est une incompréhension totale devant un système mondialisé, bureaucraté, dont les tenants et aboutissants semblent bien loin des préoccupations citoyennes, système qui semble agir en rouleau compresseur sur l'identité individuelle en la formatant dans des catégories bien précises, marchandées, emballées et jetées aussitôt consommées.

Jusque dans la bouche des plus éloignés de la haute finance, on retrouve les mêmes termes. Il y a bien des milliers de langues, mais on se demande parfois s'il n'y a plus qu'un seul langage : marchand. Il s'est fait un amalgame étrange et fort hasardeux dans l'alchimie de la communication humaine : on a associé le « mieux » au « plus ».

Ce qu'a fait cette recette bien financière, c'est de réduire le qualitatif au quantitatif en lui enlevant toute valeur. Quand les chiffres parlent, les hommes se taisent. Car ce qui n'est pas quantifiable ne se vend pas, et ce qui ne se vend pas n'est pas efficace.

Mais au fond, qu'est-ce que l'efficacité? Selon le dictionnaire Antidote, c'est ce « qui produit l'effet escompté ». Est-il nécessaire de demander quel est cet effet escompté?

Quoi qu'il en soit, le premier fort auquel se seront attaqués les manifestants, c'est le silence. Au silence d'une solitude qui n'aura jamais été plus profonde que depuis que les êtres humains s'entassaient les uns sur les autres. Et puis, au cynisme. Ce à quoi les manifestants ont répondu par leur présence. Ils ont considéré que les voies institutionnelles ne suffisaient plus. Comment leur reprocher de ne pas avoir de revendications précises alors que l'essence même de leur mouvement est de s'asseoir ensemble pour discuter, débattre et proposer? Comment lui demander d'adopter une position précise alors que sa fonction est justement de fournir une voix à ceux qui n'en ont pas?

Oui, on est d'accord qu'on n'est pas d'accord. Mais ensuite?

Ensuite, on entreprend un dialogue. C'est qu'il ne faut pas mettre la charrie devant les bœufs.

Rappelons aussi qu'en Espagne, si les partis politiques ont été bannis (mais pas les individus qui les composent) des places d'occupation, ils n'étaient pas les seuls. Les indignés de Madrid, de Grenade, de Barcelone et de Algeciras, pour ne nommer qu'eux, avaient aussi expulsé les syndicats, entre autres. En sommes, tout ce qui sclérosait le processus démocratique et empêchait les individus d'avoir un réel impact sur leur démocratie.

Et puis, on aura beau théoriser, ce qui rend encore le mieux l'ambiance est sans doute le chef d'œuvre de Steinbeck « Les raisins de la colère » :

« - Nous sommes désolés. Ce n'est pas nous. C'est le monstre. Une banque n'est pas un homme.

- Oui, mais la banque n'est faite que d'hommes.

-Non, c'est là que vous faites erreur ... complètement. La banque ce n'est pas la même chose que les hommes. Il se trouve que chaque homme hait ce que la banque fait, et cependant la banque le fait. La banque est plus que les hommes, je vous le dis. C'est le monstre. C'est les hommes qui l'ont créé, mais ils sont incapables de le diriger.

- [...]

- Il faudra que vous partiez.

- Mais c'est à nous, criaient les métayers. *Nous... »*

C'est peut-être justement ce que nous, les citoyens du monde entier et d'Occupy Montréal, avons décidé de redécouvrir en investissant les places... *publiques*.

La bipolarité de Dr. Jekyll

par Marc Obeid



Remerciements à Constance Carpanèse, Paul Morin et au Professeur Coicaud.

Connaissez-vous ce médecin anglais, qui le jour est humaniste et philanthrope, et la nuit se transforme en un criminel qui assassine sans pitié? Connaissez-vous ce régime politique qui de jour, en pleine lumière aide les populations en besoins, défend les libertés et la paix et qui la nuit, à l'ombre, cautionne la torture, finance des dictatures et ferme les yeux tant qu'il y trouve son intérêt? Mon premier est Dr. Jekyll et M. Hyde et mon second est la démocratie.

Notre démocratie souffre-t-elle d'un comportement bipolaire ou avons-nous été assez aveugles tout au long de ces années pour croire que la frontière entre la démocratie et les «mauvais régimes» était plus fine qu'imaginée? Est-ce légitime pour un État de se comporter anti démocratiquement afin de protéger notre chère démocratie? Comment se fait-il par exemple, que les États-Unis, pays qui par excellence défend les libertés et les acquis démocratiques, afin de « protéger son État » contre les «méchants», sous-traite de manières récurrentes les tortures dans des pays où les lois internes sont floues ou absentes? La conception de la démocratie a-t-elle été uniquement conçue pour protéger les locaux? Nos constitutions se soucient-elles vraiment de la politique étrangère des États?

La justice dans la plupart des États de droit considère qu'un témoin qui ne participe pas à un crime, mais qui ne le dénonce pas sera complice puisqu'il aura indirectement accepté le crime. Même logique pour les États démocratiques. Les services secrets français avaient les preuves que l'Iraq de Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive et qu'il ne cherchait pas à en acquérir. Pourtant, bien que la France ne se soit pas engagée dans l'invasion, elle n'a clairement pas dénoncé ce mensonge qui justifiait son invasion aux yeux du monde entier. Entre 2001 et 2011, il y a eu plus de 850 000 morts en Iraq directement liés à l'invasion. À votre avis, le Canada arrêtera-t-il Bush, après la demande d'Amnesty International?

Je concorde entièrement avec la vision, souvent partagée par les États en voie de développement, selon laquelle les pays démocratiques appliquent une politique du « 2 poids, 2 mesures ». D'une part, cette « alliance démocratique » dénonce certains États qui se comportent « anti démocratiquement ». On dénonce la Libye et on l'envahit, car Kadhafi (qui vient de mourir en toute dignité) exerce une répression violente sur sa population. Je ne contredis pas ce dernier point-là. Mais regardons les faits en 3D. Cette même alliance a accueilli Kadhafi les bras ouverts et lui a notamment permis de planter sa tente *décathlon* sur les Champs-Élysées. Plus de 20 ans de commerce et puis, du jour au lendemain ; Kadhafi devient le DIABLE incarné. Ce « gardien de la liberté » n'est qu'un exemple parmi tant d'autres : Hussein, Moubarak, Ben Laden... D'autre part, l'alliance conserve ses bonnes discussions de café avec des régimes qui eux ne se soucient presque pas des droits des populations. La Chine, le Nigeria ou l'Arabie Saoudite en font partie. Or, si l'Arabie Saoudite vient de permettre aux femmes de se présenter en 2014 pour les élections municipales, comment ces femmes vont-elles se rendre au travail si elles ne peuvent pas conduire?

La démocratie devient de plus en plus un argument marketing utilisé par les gouvernements « démocratiques » afin de faire approuver leurs actions par un peuple naïf, à trois quarts aveugle et à moitié endormi.

Je suis naïf et optimiste, mais le manque de morale est vraiment frappant dans nos « démocraties ». On défend la liberté d'expression mais on interdit wikileaks et sanctionne Julien Assange. En gros, on préfère des citoyens, qui sur papier peuvent parler, mais qui seraient plus cordial de se taire. Les régimes autoritaires, eux, sont au moins cohérents avec ce qu'ils annoncent.

Dr Phil, qui a d'ailleurs trompé sa femme, devrait peut-être conseiller aux citoyens de revoir leur concept de démocratie, ou encore tout simplement de continuer de fermer les yeux.

AÉSPÉIUM

Message du Président-Coordonateur

Bonjour à tous et à toutes!

Bienvenue à l'AÉSPÉIUM!

J'entame cette année mon deuxième mandat en tant qu'administrateur de l'AÉSPÉIUM et ma troisième année au baccalauréat en science politique. Laissez-moi vous dire une chose: jamais je n'ai vu une cohorte d'étudiants aussi motivée et dévouée envers son association étudiante. Cette association s'apprête à «reconquérir» le campus de l'UdeM et c'est grâce à vous !

L'AÉSPÉIUM est une association incroyablement festive: «4 à 7» hebdomadaire, 5 immenses partys par session, les rendez-vous «Bière et Politique», une participation soutenue aux tournois sportifs, des conférences avec des invités de renom et plus encore. L'AÉSPÉIUM, c'est une grande famille, qui sera là pour vous soutenir et vous accompagner tout au long de votre parcours universitaire.

Toutefois, en tant qu'association, nous ne nous limitons pas à organiser les meilleures partys, Comme nous représentons les étudiants de science politique et d'études internationales, nous devons nous imposer comme l'association la plus informée, la mieux préparée, la plus mobilisée contre la hausse des frais de scolarité. Ensemble, nous pouvons devenir plus que de simples acteurs. Nous pouvons et devons devenir les leaders du mouvement étudiant à l'UdeM. Nous sommes la deuxième plus grosse association du campus, celle qui a, plus que n'importe quelle autre association, le potentiel et le pouvoir d'aller au devant du combat qui se présente devant nous.

Ensembles, unis, nous sommes plus forts. Ensembles, unis, nous sommes l'AÉSPÉIUM, l'élite de demain en action aujourd'hui!

Au plaisir de vous croiser au prochain party, à la prochaine Assemblée Générale ou tout simplement dans les couloirs de l'Université.

Jean-François R. Harvey



© Élie Abouwaked

Calendrier - Novembre 2011

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
31	1 11h30: Réunion McMUN 11h30: CVE 11h30: Comité des finissants	2 11h30: CASP	3 11h30: AG levée de cours 16h: Comité Etudiants internationaux	4 11h30: Comité Conférences	5	6
7	8 11h30: Comité de mobilisation 19h: Bière et politique	9 11h30: Comité Mobilisation (à confirmer).	10 11h30: Manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité	11	12	13
14	15 11h30: CVE	16 11h30: Réunion McMUN 11h30: CASP	17	18 11h30: Comité Conférences 11h30: Prise de photos des finissants.	19	20
21	22 11h30: Comité des finissants	23 Date limite Bourses AES-PEIUM	24 11h30: Comité mobilisation ou CASP	25	26	27
28	29 11h30: CVE	30 11h30: Comité Mobilisation ou CASP (à confirmer)	1	2	3	4

Les membres du Conseil d'Administration de l'A.É.S.P.É.I.U.M.

Président- Coordonateur

Jean-Francois Harvey, 3ème année Science politique

Vice-Présidente/Secrétaire

Kim B. Paradis, 2ème année Études internationales

Externe

Alexandre Danis, 2ème année Science politique

Externe Junior

Vincent Fournier Gosselin, 2ème année Études internationales

Trésorière

Corinne Deslile, 2ème année Études internationales

Délégué aux Affaires Académiques de Science Politique

Xavier Gagnon-Lagacé, 2ème année Science politique

Délégué aux Affaires Académiques d'Études Internationales

Robin Mercier-Villeneuve, 3ème année Études internationales

Coordonateur à la Vie Etudiante Festive

Louis-David Lafortune Boulard, 3ème année Science politique

Coordonateur à la Vie Etudiante Socio-culturelle & Sports

Gabriel Michaud, 2ème année Études internationales

Déléguée aux Communications Papier

Alison Tassignon, 2ème année Science politique

Déléguée aux Communications Numériques

Suzanne Kulach, 2ème année Études internationales

Représentante des Étudiants Internationaux

Emilie Labarre, 3ème année Études internationales



© Élie Abouwaked

ARTS ET CULTURE

Cinéma à l'Université de Montréal pour 4\$.

Novembre, le mois du documentaire au CINE_CAMPUS de l'Université de Montréal.

Ce mois-ci le cinéclub de l'UdM se concentre pour la 6^e année sur le documentaire en proposant du 1 au 16 novembre 5 films à découvrir sur le thème « Voir. Polliniser. Agir » au Centre d'essai- *Pavillon J.-A.-DeSève 2332 boul. Édouard-Montpetit, 6e étage Métro Édouard-Montpetit ou autobus 51.*

Cette année, il propose :

Le premier film 1^{er} novembre à 17h10, 19h30 et 21h15 et le 2 novembre à 18h et 20h30 s'inscrit dans une suite de conférence sur les abeilles (voir 24h des abeilles de l'UdM) : *La Reine Malade* de Pascal Sanchez. L'entrée est gratuite sur présentation de l'autocollant de programmation que l'on trouve dans à peu près tous les cafés de l'UdM. Après la séance de 19h30, les spectateurs pourront discuter avec Anicet Desrochers, apiculteur et Pascal Sanchez, réalisateur.

Le deuxième film, *PAGE ONE : A YEAR INSIDE THE NEW YORK TIME* (Andrew Rossi) sera projeté le 8 novembre à 17h10, 19h 21h30 et sera suivi d'un débat avec le Robert Maltais (spécialiste de l'éthique dans l'information) lors de la séance de 19h. Ce film porte sur les nouveaux enjeux des médias traditionnels au regard du célèbre journal Le New York time. (V.O)

Le 9 novembre, *Gasland*, un film de Josh Fox sera présenté à 17h10, 19h15 et 21h15. Ce film pose la problématique de l'exploitation du gaz de Schiste aux Etats-Unis. Ce film a été récompensé au Festival Sundance en 2010.

Le 15 novembre à 17h10, 19h15, et 21h15, *Water makes money*, est présenté gratuitement sur présentation du quartier libre de la semaine du 2 novembre. Ce film raconte comment les multinationales transforment le traitement de l'eau en une source de revenu immense.

Force of nature (Sturla Gunnason) est également gratuit sous présenta-

tion du Quartier Libre du 2 novembre. Les séances sont à 17h10, 19h15 et 21h15.

Vous pouvez retrouver toutes ces informations sur le site internet de la SAE de l'UDM. Lien direct :

<http://www.sac.umontreal.ca/servlet/ca.umontreal.sac.site.servlet.CalendrierInfo?eventId=326>

Pour la fin du mois, le ciné campus propose les films suivants, ceux qui ne sont pas en Français étant projetés en VF, ce qui est sans nul doute une honte pour un cinéma universitaire :

La couleur des sentiments (Tate Taylor) le 22 et 23 novembre à 17h15 et 20h.

Le bonheur des autres (Jean-Philippe Pearson) le 29 et 30 novembre à 17h10, 19h15 et 21h15.

Enfin la programmation de décembre débutera avec le film *Sans répit* de Gus Van Sant le 6 et 7 à 17h10, 19h15 et 21h15. L'entrée sera gratuite pour les adeptes de la page Facebook des activités culturelles.

LE BON PLAN CINÉMA : Les LUNDIS DE L'ONF.

Il reste encore deux lundis du « lundi cinéma » de l'ONF au mois de novembre :

Le 14 novembre à 17h

D'arsusha a Arusha de Christophe Gargot

Présentation Marion Froger

Le 28 novembre à 17h

Programme de courts métrages produits dans le cadre du projet « Wapikoni Mobile » Présenté par Michel Garneau

Ces deux films sont en libre entrée dans la grande et nouvelle salle du carrefour des Arts et des sciences. Local C-1017 Pavillon Lionel Groulx.

Conte du théâtre à l'UdeM: Du TUM au POSTHUME !

par Lisa Bouraly



Figure d'un théâtreux

Il existe un groupe de théâtre de l'Université de Montréal dénommé le TUM qui est composée d'étudiants aux premier, deuxième et troisième cycles. Leur calendrier artistique de cette année est d'abord *Jeux de massacre* d'Eugène Ionesco (Mise en scène de Laurent Trudel), puis *La maison de Bernarda Alba* de Federico Garcia Lorca (Mise en scène de Lillian Rivera). Enfin, la comédie musicale *Cendrillon* (Création et mise en scène de Fanny Rainville) et *Douze hommes en colère* de Reginald Rose (Mise en scène de Fabien Fauteux) complètent le tout.

Mais où vont tous ses acteurs ensuite ? Voici l'histoire de la création du POSTHUME grâce à notre rencontre avec Cyril Catto, l'un de ses fondateurs et le metteur en scène de la plupart de ses spectacles.

En 2008, le TUM avait une bonne équipe qui fonctionnait bien. Certains nourrissaient l'envie secrète de monter et s'exclamer sur les planches en dehors de l'Université.

Et puis la coupure budgétaire est arrivée : plus de sous pour le théâtre, rideau pour la troupe. L'âme d'artiste des acteurs a voulu s'opposer à cette blessure économique. C'est pourquoi ils se sont engagés dans une lutte pour remettre le TUM en place et en parallèle, par opposition et par créativité, Cyril Catto, Damien Maillard, François-Xavier Picard-Rens et Olivier Sylvestre ont créé le Posthume. Après histoire rocambolesque et budgétaire, les amis-collaborateurs se dépatouillent pour créer et jouer, lors de la rentrée 2009, leur premier show, « Ce formidable bordel » de E. Ionesco. Puis, se suivent au fur et à mesure des mois et des années qui passent divers spectacles jusqu'à aujourd'hui et la grande épopée d'une saison prénommée « La société mise en pièce ». Mi-décembre, Luc Arsenault met en pièce « Les précieuses ridicules » de Molière au centre Culturel Clifa La vallée à Montréal. Mi-février ; Damien Maillard du théâtre gore des films d'horreur (zombies et tronçonneuse sur les planches!). Mi-avril ; « Fragments d'étoile et nouveaux éclats », une re-création par Cyril Catto et pour finir, mi-juin, un gros projet avec double mise en scène (Maxime Brillon et Olivier Beauchemin) dans une création prénommée « jeux de société ».

Cyril Catto, pour faire le bilan de ces trois ans, croit que l'on peut toujours faire mieux mais il semble heureux de la tournure des choses et des multiples et divers projets qui se mettent en place. Il observe trois types de spectacle réalisés par Posthume. Il y a les *shows hommages*, (hommage à Ionesco, Molière, etc.), les *shows création*, les *shows cadeaux* (faire ce que l'on veut comme des fous et rien que pour se faire

plaisir), et les *shows expériences* comme le théâtre du gore.

En confidence, Cyril Catto nous dévoile que son show de mi-avril est pour lui ce qui est à la base du Posthume. Cyril a commencé le théâtre en 2006 dans une création de Patrick Palmer intitulée « Fragments d'étoile ». Cette pièce est un patchwork de textes sélectionnés par P. Palmer créant une structure mise en texte et mise en scène :

« Cette expérience, c'est ce qui m'a donné envie de continuer le théâtre et m'a motivé à construire Posthume. »



Source images: Cyril Catto.

En attendant de retrouver ces artistes sur scène vous pouvez consulter leur site internet : posthume.org et/ou leur Facebook.

L'Art de s'opposer : Ai Weiwei

par Lisa Bouraly

Ai Weiwei est l'homme qui incarne le plus aujourd'hui le lien entre art et militantisme. Du stade Olympique des JO de 2008 aux interminables mois en prison, Ai Weiwei vit pour son art et passe ses idées au delà de tous les dangers. Son travail est d'une grande diversité : photographe, écrivain, architecte. On pourrait lui donner le titre de designers de formes, qu'elles soient avec les mots, les objets ou la matière. Son travail a bouleversé le monde de l'art contemporain.

C'est d'ailleurs pourquoi, il a été nommé en octobre dernier par Art Review (magazine fameux britannique) comme l'artiste le plus influent en art contemporain. C'est un artiste de la subversion et d'opposition à la République populaire de Chine.

Ai Weiwei a souffert de la dictature depuis son enfance : son père, grand poète reconnu aujourd'hui a été envoyé dans le nord de la Chine pour nettoyer des toilettes. Lors du tournant capitaliste, il partit pour New York où il a passé 12 ans puis est retourné en Chine à la mort de son père.

C'est lorsqu'une compagnie d'internet lui demande de faire un blog et de publier régulièrement dessus qu'il se fait peu à peu connaître. Au bout d'un an, plus de mille personnes par jour consultent son site. Ai Weiwei, n'hésite pas à parler de ce qu'il voit, de ce qui l'offusque, défendant la culture chinoise et les droits de l'Homme, dénonçant les abus du gouvernement. L'internet devient son médium le plus important. Il croit en ce que l'Internet peut permettre aux chinois de s'ouvrir et de découvrir le monde. Malgré les menaces reçues du gouvernement, l'artiste ne change aucun mot de ses textes ni aucune critique qu'il porte sur le communisme et les discriminations envers la population. Observé de très près par les autorités, suivi, sous surveillance caméra permanente, les autorités finissent par trouver un moyen de l'arrêter en avril dernier pour une histoire de bigamie. Il



est soupçonné d'avoir deux femmes puisqu'il a reconnu un enfant dont la mère n'est pas son épouse. Pendant 81 jours, il est détenu dans un lieu secret sans que sa famille soit mise au courant. Finalement sous la pression des artistes et des musées du monde entier, Ai Weiwei est libéré.

Aujourd'hui, il n'a plus de blog, ce dernier ayant été fermé, mais il continue de critiquer à travers son compte Twitter sur lequel il passe la plupart de son temps.

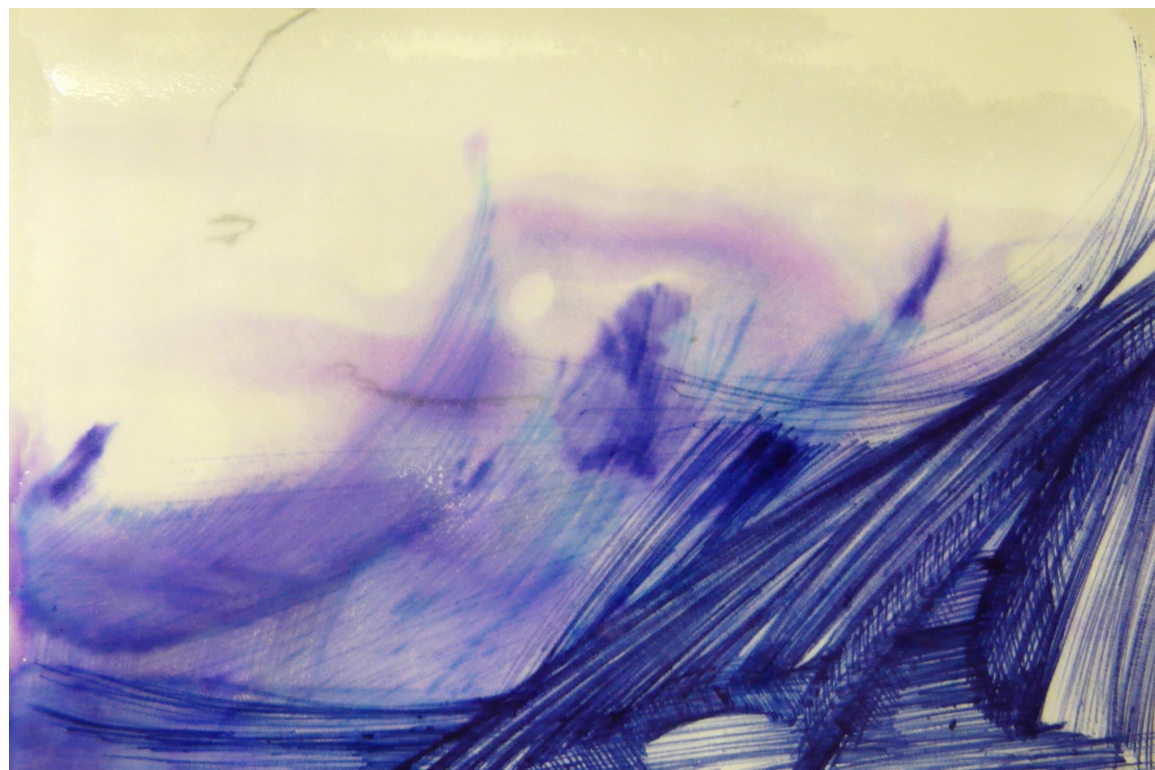
En 2009, un séisme dévastateur en Chine ravage maisons et populations. 100 000 personnes sont portées disparues. Lors du séisme, des milliers d'élèves meurent sous les décombres de leurs écoles construites hors normes. Le gouvernement veut taire l'affaire et fait disparaître les corps. Un an plus tard Ai Weiwei décide de faire la liste de tous les enfants morts et disparus dans le but de dénoncer la corruption et rendre hommage à ces élèves délaissés par les autorités. Il finit par recueillir 5 000 noms. Par la suite, en Allemagne, il érige sur le mur du musée de Berlin un monument de 5 000 sacs à dos d'école pour enfants formant une fresque dénonciatrice de la politique chinoise.

En 2010, à la Tate Gallery de Londres, il a semé sur le sol des millions de graines de tournesol en

porcelaine, toutes fabriquées à la main, que le visiteur était invité à faire crisser sous ses pieds pour symboliser la profusion de vies chinoises sacrifiées dans l'indifférence.

Ai Wei Wei est une tornade de la dénonciation qui risque sa vie et sa liberté (il ne peut plus quitter Pékin) pour faire valoir ses idées. Quand bien même son art peut être discuté et plus ou moins apprécié, il est un militant acharné doté d'un grand courage. Il pose la question de jusqu'où peut on aller pour défendre ses droits et ses croyances mais il questionne aussi les formes de cette lutte. La manifestation et les slogans ne sont pas les uniques moyens (surtout quand on pense à Tiananmen). Aujourd'hui, en vue de la médiatisation du monde des réseaux sociaux et des technologies nouvelles, la diversité des moyens et des impacts possibles est une source de lutte précieuse pour les idéaux.

Voir un documentaire sur Ai Weiwei sur youtube : http://www.youtube.com/watch?v=gcRodOfu_s8



Dissidence

par Pascal Ajnabi Moreira

Nous serons la première et la dernière nuée
Dans l'aube et le crépuscule confondus
Un matin clair nous aura entendu
Tas d'âmes et de chair hurler dans la nuit

Et nous prendrons le ciel d'assaut
Nous étendrons les bras vers les dômes
Points serrés nous ouvrirons rameaux ;
Les colombes s'envoleront par nos paumes

Cinéma gratuit à l'Université de Montréal

Entrevue avec *Elvire Marcland*

Propos recueillis par *Lisa Bouraly*

Dans les couloirs bondés du 3^e étage de Lionel Groulx, j'ai suivi les affiches d'un mouvement cinématographique inconnu à mes yeux, qui porte le nom de R.A.V. Après quelques recherches, j'ai pu poser quelques questions à une étudiante qui participe avec beaucoup de cœur à cette organisation, Elvire Marcland.

Le R.A.V signifie « Rencontres en Anthropologie Visuelle » ; des rencontres autour de films ethnographiques, perpétrées depuis les années 2000 sous diverses problématiques, tous les jeudis soirs à 16h30 dans le local C-3019, pavillon Lionel Groulx. Ses membres fondateurs se sont envolés de l'Université mais aujourd'hui, un Comité d'étudiants au bac et à la maîtrise, soutenu par le professeur François Beudet (ethnologue au département d'Anthropologie) organise ces projections.

LB : Elvire, comment ça se passe une projection dans le C-3019 ?

EM : Généralement, on a choisi un thème et on projette tous les jeudis un film qui est suivi d'un débat et précédé d'une mise en contexte. Parfois, nous voulons faire une rétrospective du film ethnographique, nous projetons plusieurs courts films pour illustrer l'évolution.

LB : Est ce que les débats sont animés et est ce que vous avez des invités?

EM : Ils le sont d'autant plus que certains films peuvent être réellement problématiques et poser des questions sur la société... Et puis, le plus souvent possible, nous essayons d'inviter la personne qui a fait le film pour qu'elle le présente elle-même. Pour les classiques, nous invitons le plus souvent des spécialistes ou des personnes qui ont fait une étude approfondie du film, etc.

LB : Mais quel est l'objectif de toutes ces entreprises (10 ans déjà !)

EM : Promouvoir le film ethnographique au sein de la discipline anthropologique comme outil sur le terrain mais aussi comme moyen de connaître une culture et comme produit culturel en tant que tel. Inviter des personnes à découvrir cette manière de voir et à réfléchir sur des problématiques diverses. En faisant partie de ce groupe je me rends compte de la portée politique que peut avoir l'anthropologie visuelle.

LB : Est ce que tu crois que cela peut intéresser des étudiants qui ne sont pas en Anthropologie ?

EM : OUI ! Nos projections rassemblent quand même pas mal de monde, (même en dehors de l'Université) en fonction des thèmes. Certains ont l'air vraiment intéressés à réfléchir aux problématiques soulevées et avec la médiatisation du monde, c'est un outil de lecture vraiment très intéressant et accessible à tous. Et puis, ces rencontres, c'est l'occasion de voir ce que c'est que l'ethnologie sans aller lire les textes un peu hermétique parfois ... (*petit sourire*) Quand on pense au Fifeq (festival international de films ethnographique du Québec), on remarque que le film ethnographique peut rassembler beaucoup de monde de différents horizons et qu'il a une portée mondiale.

LB : Et c'est vous qui choisissez les films ?

EM : On a un Comité de 6 membres, on fait une sélection tous ensemble et après, on organise les projections en fonction des invités. Nous sommes d'ailleurs en train de finaliser le programme pour la session d'automne ... (à venir!). Personnellement, je me charge des affiches et donne des coups de mains pour contacter les invités.

LB : Et le RAV dans l'avenir ?

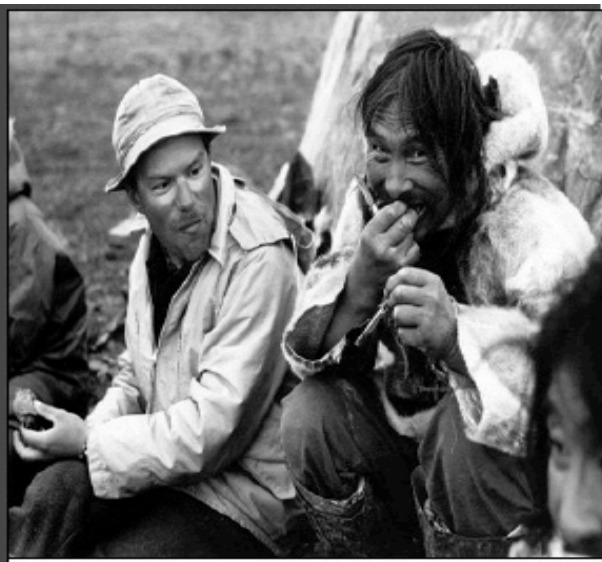
EM : Comme on commence à être connu dans le département, on est sollicités pour filmer des événements. Je participe à la prise d'images et au montage (mais, pour ma part, c'est encore un peu débutant). C'est plutôt Émilie et Nidia qui sont les pros de la caméra et du montage! J'apprends avec elles pour pouvoir les aider. On a aussi d'autres projets en ce moment et j'aide à planifier, organiser et réfléchir à ce sujet.

LB : Le RAV, c'est donc une entreprise qui fonctionne bien et dans laquelle tu investis ?

EM : J'adore ce que je fais avec ce groupe. Le problème c'est qu'on n'est pas assez nombreux pour pousser nos projets et certains vont nous quitter à la fin de l'année. Je pense aussi qu'on devrait développer la communication et faire plus de recherches pour porter le débat. Mais on compte de magnifiques succès dans nos nouvelles entreprises : un cours va se donner à l'hiver sur l'anthropologie visuelle et on a organisé un colloque qui a très bien fonctionné.

La prochaine projection aura lieu le jeudi 3 novembre et sera centrée sur Perreault.

Le RAV est également sur Facebook !



Source: Elvire Mercland

HAÏTI : Laboratoire d'essais et d'erreurs de l'aide internationale

par Kim Chatillon

« Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a poussé jusqu'à ses limites l'expertise humanitaire »

- Josette Sheeran, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM)

La société libérale se fait un devoir d'aider les sociétés entravées à améliorer leur sort. Le principe veut que l'aide liée à l'amélioration des conditions de vie permette aux États déficitaires de devenir des membres pleins et entiers de la société libérale¹. Le devoir d'assistance universelle semble cependant être davantage le théâtre de luttes géopolitiques entre les membres de la communauté internationale qu'une contribution caritative. Cette assistance n'indique pas non plus de seuil à partir duquel les États peuvent tracer eux-mêmes leur avenir : prisonniers de contraintes économiques et politiques, telles que la diminution asymétrique des droits de douane et l'établissement d'institutions néolibérales.

L'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) dispense son engagement à l'État le plus démuné d'Amérique depuis 40 ans, quatre décennies qui semblent aujourd'hui ne rien offrir en faveur de la résorption de la pauvreté systémique. Le 12 janvier 2010, la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire d'Haïti frappe Port-au-Prince et fait 230 000 victimes et 1 300 000 déplacés. La vulnérabilité aigüe de l'État haïtien force l'intervention massive de bailleurs de fonds, éveillant à la fois un élan de solidarité citoyen et le positionnement stratégique des puissances étrangères. Les médias du monde diffusent une Haïti dévastée; une dévastation qui, si on s'y attarde, en dévoile davantage sur les sources profondes de la déstructuration de la société haïtienne, que sur la simple destruction des infrastructures. En mettant en corrélation les actions de l'ACDI et l'étendue du travail qui reste à accomplir pour améliorer la vie de la population, il semble que l'intervention canadienne s'est avérée peu fonctionnelle dans le contexte post-séisme en Haïti. Le désintéressement pour l'avancement des droits de l'homme, la gouvernance locale et l'instabilité des programmes semblent faire d'Haïti un laboratoire d'essais et d'erreurs en matière d'aide humanitaire².

1 John Rawls. Paix et démocratie : le droit des peuples et la raison publique. Québec, Les éditions du Boréal, 2006, p. 144.

2 Déclaration de la nouvelle envoyée spéciale de l'Unesco pour Haïti, Michaëlle Jean le 8 novembre 2010.

L'État haïtien est plongé dans l'insécurité (le taux de chômage atteint 80 %), l'absence d'un État de droit, de criminalité élevée; un contexte où l'État ne subvient pas aux besoins fondamentaux de la majorité. Dans ce contexte, il est étonnant que la multiplication de projets canadiens dans le domaine de la sécurité omette d'introduire explicitement les droits de l'homme. L'aide canadienne, en conformité avec sa nouvelle approche stratégique, aligne son intervention sur le Plan d'action du gouvernement haïtien, entraînant l'arrêt de certains projets de l'ACDI ne coïncidant pas avec les priorités des élites haïtiennes. La non-priorisation des droits de l'homme mine la réalisation d'un système judiciaire impartial et accessible; un élément déficitaire de la société haïtienne où 50 % du PIB est contrôlé par 1 % de la population. Autant de raisons qui mettent de l'avant l'importance du rôle de la société civile dans la reconstruction : la gouvernance locale étant à préconiser lorsque le gouvernement central est fragile. Aucun projet de reconstruction « n'a été octroyé aux acteurs de la société civile haïtienne comme partenaire de premier plan³ ». L'alignement de l'aide canadienne sur les priorités du gouvernement haïtien (indice de perception de la corruption en Haïti de 2,2 sur 10 en 2010⁴) semble ainsi être en décalage avec les principes d'efficacité et de solidarité qui ont de plus en plus de résonance dans le domaine de l'aide humanitaire.

La majorité des observateurs ne semblent pas se questionner en profondeur sur les causes structurelles de la désarticulation de l'État haïtien. Comment se fait-il que l'État ne soit même plus en mesure d'organiser sa propre police?

La conférence internationale sur la reconstruction d'Haïti à Punta Cana, en juin 2010, a permis aux principaux donateurs de réitérer leur promesse d'aide, soit le versement de la somme de 11 milliards de dollars. Pourtant, aucune précision n'a été apportée sur l'échéancier⁵. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dénonce également le manque d'engagement concret. En effet, la collecte de fonds 2011 pour Haïti n'a reçu que 52 % des fonds nécessaires⁶. La précarité du support à long terme, la suspension de projets, les promesses de dons qui se concrétisent difficilement et la multiplication des acteurs sur le terrain illustrent la complexité d'une entreprise humanitaire, et cela ne représente que la pointe de l'iceberg lorsque le pays est en position de dépendance. D'ailleurs, comment comprendre que le premier pays indépendant de l'Amérique Latine se retrouve, au 21^e siècle, comme un

3 Voir Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. Priorités et acteurs de l'aide canadienne en Haïti après le séisme.

4 Transparency international. Corruption perceptions index 2010 results. 2010 [http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010/results] (page consultée le 14 octobre 2011).

5 Christophe Wargny. « Six mois après, «business as usual» en Haïti ? », Le Monde diplomatique, 13 juillet 2010, [<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-07-13-Haiti>] (page consultée le 12 octobre 2011).

6 « Haïti : Valerie Amos préoccupée par les lacunes humanitaires », Centre d'actualité de l'ONU, 30 septembre 2011 [<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26507&Cr=Ha%Efti&Cr1=>] (page consultée le 12 octobre 2011).



pays ayant perdu une part importante de son autodétermination?

Des pistes d'explications viennent se poser au sein même du fonctionnement de la coopération internationale. En 2008, les plans pour la reconstruction ont grandement été déterminés lors de rencontre se tenant à l'extérieur de la juridiction haïtienne, relativisant l'apport du pays concerné par rapport aux orientations des principaux donateurs. L'instabilité chronique de la société haïtienne, s'aggravant depuis les deux dernières décennies et accélérée par le coup d'État en 2004, a joué un rôle énorme dans l'établissement de politiques économiques et sociales. En effet, l'endettement du pays auprès du FMI et d'autres organes financiers a permis aux créanciers d'être persistants quant à leur menace de retirer leur support si les institutions politiques résistaient à se soumettre aux directives. L'exemple entre le FMI et le Président Jean-Bertrand Aristide illustre cette pression : le refus de privatiser neuf sociétés d'État, sous l'opposition populaire, a permis au FMI de refuser de dispenser l'aide promise. Sans parler des programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont contribué à la déstabilisation économique du pays en détruisant, entre autres, les réseaux traditionnels de production agricole. Le pays passe de l'autosuffisance alimentaire jusqu'aux années 80 à une société qui dépend à 60 % de l'importation de nourriture.

Le séisme de 2010 a ouvert les frontières à une multitude d'acteurs, tous motivés par différents enjeux. Face à cette forte présence étrangère, seule l'avenue de la mobilisation, de la protection de l'espace civile semble pouvoir remettre entre les mains des Haïtiens leur développement national. Les peuples du monde, suite à l'impulsion des révolutions arabes, se mettent à partager une autre vision qui s'articule autour d'une plus grande justice sociale, complètement différente de celle du système actuel. Reste à savoir si les citoyens haïtiens se joindront aux mouvements.



Moi, le Cosmos et Toi

par *Geoffroy Huet*

Il vient un temps dans la vie de tout jeune humain où celui-ci met les choses en perspectives. Correction, où celui-ci doit mettre les choses en perspective. On soutient souvent que les humains, de leur premier souffle à l'âge adulte, manquent de rationalité, aussi préoccupés qu'ils sont d'assouvir leurs propres besoins. Comme de fait, un nourrisson pleure pour qu'on s'occupe de ses besoins et un adolescent pique une barre de chocolat dans un dépanneur. On peut définir ces comportements comme égoïstes, car les deux individus le font sans penser aux conséquences dérivées de leurs actions. L'un dérange ses parents qui peuvent être occupés, l'autre nuit aux finances déjà précaires d'un individu pour un amalgame de mauvais sucres. On pourrait alors définir la maturité comme l'atteinte d'un certain degré d'altruisme, de compréhension et d'empathie.

Dans ma quête de relative maturité, je tente de comprendre les comportements immatures des gens de mon âge, mais surtout des gens beaucoup plus âgé que moi. Par exemple, je me demande comment se fait-il qu'une personne de 75 ans puisse encore être raciste ou comment un homme d'affaire puisse profiter d'une main d'œuvre mineure et sous-payée pour pouvoir se payer des télévisions plasma toujours plus grosses, pourvu qu'il en ait une plus grosse que celle de sa femme de ménage. Ce questionnement devient difficile à explorer puisque notre société a la fâcheuse tendance à lier la maturité à l'âge ou même la pilosité; de même qu'un humain considéré «accompli» est évidemment riche de pesos et non de savoir, d'altruisme ou encore de bonté. C'est dès lors que chacun doit remettre sa soi-disant supériorité d'être humain en question et d'essayer de philosopher sur les questions essentielles à la compréhension de la place de chacun dans cet univers. Ainsi découle de cette simple réflexion ma THÉORIE DU COSMOS.

Ma théorie n'a rien de révolutionnaire. Elle consiste simplement en une remise en question de l'individualisme qui caractérise notre société. Je ne suis pas le premier non plus à vouloir salir cette caractéristique, je veux toutefois tenter de sensibiliser mes lecteurs à une conception différente de la vie. Sans plus attendre, je vous explique de quoi il s'agit.

Par une journée bien banale, dans une ville loin d'être banale qu'est Montréal, je me suis mis à penser au Cosmos. Déjà là, on peut s'y perdre, parce que je ne sais pas trop ce qu'est le cosmos. En fait, je parle des planètes, des étoiles, des galaxies, des trous noirs et des météorites. J'avais auparavant pensé à toutes ces choses des milliers, ou plutôt des centaines de fois dans ma vie, mais ce jour là, dans mon esprit, ce n'était pas la journée qui était banale mais bien mon esprit, ma face, mon corps, mes actions, mes paroles, ma paroisse, mon monde, ma planète et enfin ma Voie Lactée. Je me sentais si petit, si insignifiant. Je m'étais résolu au fait que je n'étais absolument rien, car c'est-ce que j'étais effectivement dans le temps et l'espace. À partir de ce moment je devais délaisser mon orgueil pour le reste de ma vie et tenter de m'absoudre à toutes les conventions qui me chicotaient, qui me tiraillaient. Les hommes s'étaient créé un monde parallèle au Cosmos pour donner un sens à leur vie. Pourtant, le seul sens à la vie des hommes était devenu pour moi que trop évident, c'était le même que pour tous les êtres de cette putain de planète, soit : naître, mourir, tomber dans l'oubli et entre-temps manger, boire, pleurer, baiser, se faire baiser et si on est chanceux connaître l'amour et pas trop souffrir. De toute façon, moi je n'ai toujours pas connu la souffrance et je n'espère franchement pas la connaître. Je débattre, veuillez-bien m'en excuser. Vous comprendrez donc, que mon existence étant remise en question, mon ego se voyait rapetisser à vue d'œil. Loin de vouloir me suicider, même si ma réalisation semble tenir d'une rhétorique suicidaire, j'ai décidé de prendre des résolutions : je devais continuer dans mon cheminement humain, jusqu'à ma mort, dans une humilité la plus totale, profiter de mon unique vie à son maximum et surtout de rendre les gens que j'aime les plus heureux du monde. Je m'aperçus alors que je m'en remettais à un auteur que j'avais étudié l'an dernier avec l'impressionnant professeur et docteur, Francis Moreault. L'auteur en question était John Rawls et j'empruntais alors sa critique de l'utilitarisme. Je voyais également mes réflexions confirmées, je devais me foutre des opinions des autres à mon sujet, sans toutefois ignorer ce qu'ils avaient de bon à m'apprendre et à m'apporter. De cette manière, je pouvais donner un sens quasi-illimité à ma vie, puisqu'à mon sens tout devenait permis et tout se relativisait à être à la fois bon ou mal. Mais l'important était de le faire pour moi et non pour le regard des autres. Je peux donc insérer une phrase que j'ai écrite il y a 3 ans avec un dénommé Louis Mullie : « Vivre c'est paraître, paraître c'est mourir, alors pourquoi vivre? »

Voilà ceci clôt ma première chronique à saveur philosophique en espérant que vous avez aimé autant que j'ai aimé la rédiger. Je vous laisse donc sur quelque coup de cœur en espérant que vous dévorerez ce Polémique.

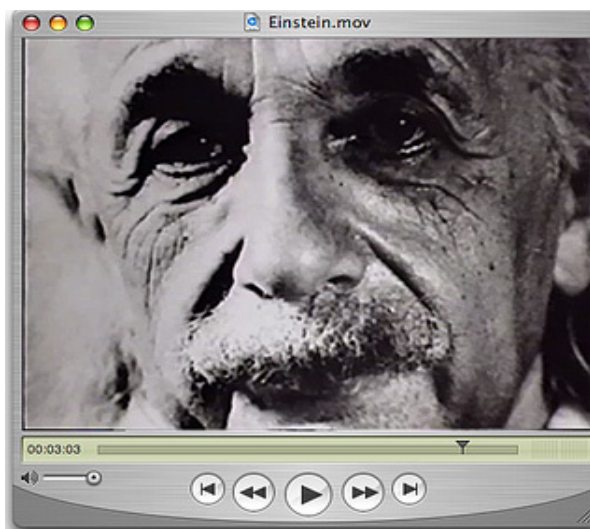
Lieu de l'écriture de l'article : Bar Chez Roger, 2300 Beaubien Est. Dans le quartier Petite-partie, un des derniers francophones effervescents de Montréal

Citation : «La cruauté sera toujours présente en l'homme et s'éveillera dès que les conditions sociales y seront favorables... Le rôle de la civilisation est de rendre la cruauté socialement inacceptable.» (Hubert Reeves, «Mal de Terre», Seuil, 2003)

Livre en lecture : *Limonov*, Éric Carrère, éditions P.O.L.

Et si Einstein s'était trompé?

par *Charles-Antoine Michel*



On est peut-être entrain de vivre un événement, une découverte rarissime. La nouvelle n'a pas fait grand bruit dans les médias et ce n'est certainement pas un hasard. Il faut être extrêmement mesuré avec ce genre d'annonce surtout lorsque celle-ci pourrait s'avérer être une totale remise en cause de la théorie de la relativité d'Einstein. Une bombe pour le

monde de la science, un cataclysme pour la physique moderne. La possible fin de la suprématie des lois de l'Univers. On ne peut qu'à peine s'imaginer les conséquences d'une telle trouvaille, alors l'heure est à la vérification et à la prudence. Les scientifiques s'activent de toute part pour trouver la petite faille dans la démonstration des chercheurs, la petite erreur qui réduirait à néant leur démonstration. Des équipes sont sur le qui-vive depuis des mois pour valider définitivement ou invalider cette incroyable expérience. Jusqu'à maintenant, personne n'a trouvé la moindre faute. Les physiciens sont aux abonnés absents, trop occupés à refaire inlassablement leurs opérations. Mais que se passe-t-il donc?

Avant de revenir sur celle-ci, il convient de se remémorer les fondamentaux de la théorie de la relativité d'Einstein pour comprendre comment, potentiellement, elle aurait été revue par des chercheurs du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en France. Pour ceux qui sont aussi à l'aise avec la physique que devant des stèles de hiéroglyphes égyptiens, rassurez-vous, pas besoin d'ingurgiter le grimoire sur la théorie de la relativité pour comprendre l'ampleur de cette expérience.

Rappelons-nous simplement quelques notions essentielles. Nous savons aujourd'hui que quelle que soit la distance, les particules qui composent la lumière (les photons) se déplacent à 299 792,458 km/seconde (ou si vous préférez 299 792 458 m/seconde). Ainsi, cette vitesse est censée représenter la limite infranchissable pour tout objet constitué d'une masse.

Et pourtant, la récente révélation intrigue.

En effet, une expérience internationale de grande ampleur a été menée en Europe, plus précisément en France, en Suisse et en Italie. Elle met en scène des neutrinos, particules élémentaires infiniment légères, dont on sait à présent que leur masse est non nulle, mais qui n'a encore jamais pu être mesurée. Ils représenteraient les particules les plus légères recensées jusqu'à maintenant. Ces derniers ont été produits dans un centre de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire près de Genève, puis détectés dans un laboratoire sous la montagne de Gran Sasso au centre de l'Italie. Les neutrinos ont voyagé dans la croûte terrestre sur une distance de 730 kilomètres. Les mesures de temps entre les deux sites ont été effectuées avec une extrême précision. La synchronisation a été faite au niveau de la nanoseconde, soit un milliardième de seconde.

Le résultat est sans appel.

Imaginons une course surhumaine dont le départ serait à Genève et l'arrivée en Italie. L'indétrônable lumière serait représentée par Usain Bolt, le grand sprinter, recordman du monde sur 100 et 200 mètres. Les neutrinos seraient quant à eux représentés par un outsider sorti de nulle part, mais bourré de talent. Stupeur dans le monde de l'athlétisme, l'indétrônable vient d'être détrôné! Stupeur dans le monde de la physique, les neutrinos ont dépassé la lumière!

Plus concrètement, les neutrinos arrivaient avec en moyenne 60 nanosecondes d'avance sur la lumière, ce qui sur 730 km, représente une différence d'environ 20 mètres...

Les résultats ne sont pas nouveaux, ils sont tombés au mois de mars dernier. Aujourd'hui, l'expérience tient toujours debout, après six mois de vérification. Si on a réussi à savoir ce qui se tramait dans les bas-fonds de ces laboratoires scientifiques, c'est uniquement parce que l'information a fuité. Effectivement, cette pépite d'or ne pouvait pas somnoler plus longtemps sous terre, elle est trop énorme!

« Le travail scientifique est solidaire d'un progrès » mentionnait Max Weber dans *Le Savant et le Politique*. On ne connaît pas encore précisément l'influence que peut avoir cette expérience sur le monde de la physique, mais elle semble annoncer les prémices d'une approche inédite sur les énigmes de l'univers et pourquoi pas représenter les bases futures d'une théorie nouvelle.

AMIR KHADIR :

Une proposition qui ne tient pas la route

par Lina Thériault

Au printemps dernier, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a formellement annoncé une hausse des frais de scolarité au niveau universitaire pour les années à venir. Cette déclaration a créé de nombreux remous au sein de la communauté étudiante en plus de soulever le mécontentement des partis politiques d'opposition. Le co-chef de Québec Solidaire, Amir Khadir, s'oppose radicalement à cette hausse et propose même d'abolir les frais universitaires. Selon lui, « l'éducation ce n'est pas une dépense, c'est un investissement, d'abord, et c'est un droit encore plus fondamentalement ». L'éducation est bel et bien un investissement, mais cela implique-t-il qu'on doit nécessairement la rendre gratuite?

D'un côté, les partisans de l'université gratuite soutiennent que l'absence de frais de scolarité faciliterait l'accès à un plus grand nombre d'étudiants. Bien que cette proposition semble tout à fait logique, certaines recherches démontrent qu'il n'existe pas de corrélation entre les deux. Ainsi, la Nouvelle-Écosse, où les frais scolaires sont les plus importants au Canada, constitue la province où le taux de fréquentation est le plus élevé. En comparaison, le Québec et la Colombie-Britannique enregistrent des taux de participation plus bas même si l'éducation y est moins dispendieuse. Germain Belzile, directeur de recherche à l'Institut économique de Montréal, ajoute que l'augmentation des frais de scolarité au Québec après 1990 n'a pas entraîné une diminution du taux de fréquentation, bien au contraire. Similairement, il y a eu une baisse du taux de participation dans les universités du Québec après le gel des frais en 1994. À cela, les partisans de l'éducation gratuite au niveau universitaire répliquent que bien que cette hausse n'affecte pas le taux de fréquentation, elle désavantage automatiquement les étudiants qui proviennent de milieux plus défavorisés. En effet, les frais de scolarité élevés impliquent que plusieurs doivent faire d'énormes sacrifices financiers, à un point tel que certains sont amenés à reconsidérer leur choix d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures. Bien que cette affirmation soit juste, il faut se rappeler que le système de prêts et bourses a été conçu spécifiquement à cet effet et permet donc à des milliers d'étudiants de fréquenter l'université. D'un point de vue plus sociologique, M. Belzile affirme que « même si l'éducation supérieure était gratuite, les jeunes venant de milieux défavorisés et moins éduqués seraient moins enclins à poursuivre des études supérieures, pour toutes sortes d'autres raisons ». Des facteurs tels que les résultats scolaires au secondaire, le degré d'éducation des parents, leurs attentes quant à l'éducation de leur enfant ainsi que les économies amassées pour l'université, constituent bien souvent les raisons pour lesquelles de nombreux jeunes choisissent de ne pas entreprendre des études supérieures. D'autre part, ceux qui sont en faveur de l'absence de frais de scolarité soutiennent que les diplômés universitaires se voient souvent accorder de meilleurs salaires, ce qui s'avère non seulement bénéfique pour eux, mais aussi pour l'ensemble de la population. En effet, les hauts salariés sont ceux qui contribuent le plus au paiement d'impôts. Le montant que le gouvernement retirerait des impôts servirait ainsi à récupérer l'argent investi dans un système de scolarité gratuite. Cette proposition est tout à fait logique, mais elle néglige cependant le fait que la formation universitaire a un prix. L'obtention d'un diplôme garantit presque assurément à son détenteur un salaire plus élevé que les personnes moins éduquées, et cette garantie a un coût!

Ailleurs dans le monde, quelques pays ont choisi d'opter pour la gratuité de l'éducation

au niveau universitaire. En Suède, notamment, les étudiants n'ont ni frais d'inscription, ni frais scolaires, promouvant ainsi l'égalité des chances devant l'éducation. En raison de l'énorme quantité de demandes d'application, les universités doivent cependant procéder à des sélections rigoureuses : en effet, seul le tiers des étudiants qui appliquent sont acceptés, laissant bredouilles le reste d'entre eux. Peut-on vraiment parler d'égalité des chances si la grande majorité de la population étudiant ne se voit pas accorder la possibilité d'étudier dans l'université de son choix?

Amir Khadir n'a que de bonnes intentions et son point de vue est tout à fait légitime : l'éducation est un droit pour lequel il vaut la peine d'investir. Cependant, il s'agit avant tout d'un investissement personnel, sachant que l'obtention d'un diplôme assure dans la plupart des cas un salaire plus élevé que celui de la population non-éduquée. Le gouvernement a sa part de responsabilité, mais il faut aussi assumer la nôtre!

Qu'en pensent nos Carabines du soccer féminin?

L'équipe de soccer féminine de l'Université de Montréal occupe présentement le premier rang au pays, avec une fiche de 9 victoires et 1 verdict nul en 10 parties.

Gabrielle Gauthier, 20 ans, Arts et Science

En rendant l'éducation gratuite, on permet à tous d'avoir les mêmes opportunités, peu importe leurs conditions financières. On rend ainsi l'éducation accessible à tous. De plus, les frais de scolarité découragent une partie de la population à poursuivre des études supérieures. Une société moins éduquée est une société qui présente un taux de chômage plus élevé. D'autre part, certains avancent que si l'éducation devient gratuite, alors les taxes vont augmenter. C'est vrai, mais si l'éducation devenait accessible à tous, le taux de chômage diminuerait forcément et on y consacrerait donc moins d'argent. En bout de ligne, on ne paierait donc pas plus qu'on le fait maintenant.

Sarah Thérien, 22 ans, HEC - Administration

Je suis contre la gratuité de l'université. Si la scolarisation devenait gratuite, l'État serait davantage endetté, la dette étant déjà assez élevée comme ça... De plus, il y aurait des répercussions immédiates sur le salaire des profs, ce qui aggraverait sans doute le problème de la pénurie d'enseignants. Si l'éducation était gratuite, l'État serait forcé d'investir beaucoup moins dans des domaines comme la santé, qui on le sait est particulièrement problématique au Québec. Finalement, si l'université devient gratuite, nos baccalauréats et maîtrises vont valoir moins sur le marché du travail. Si tout le monde se retrouve avec des diplômes universitaires, il sera encore plus difficile de se distinguer pour l'obtention d'un emploi.



Samantha Gauthier, 20 ans, Science politique

Je ne suis pas en faveur de l'éducation gratuite au Québec. Il est vrai que dans certains pays tels que la Finlande, la gratuité de l'université a un effet bénéfique sur le taux de scolarité, ce qui crée forcément plus d'emplois : il y a donc plus de ressources humaines mises à la disposition du gouvernement. Bien que tous les signes démontrent que la gratuité de l'université est fort avantageuse dans certains pays, il est peu probable que tel serait le cas au Québec puisque nous ne sommes pas un réel État-providence comme l'est la Finlande. C'est pourquoi je suis contre la scolarisation gratuite à l'université. De plus, la gratuité de l'éducation implique une grande contribution du gouvernement alors que celui-ci n'a pas les fonds nécessaires pour tous les services publics qu'il offre déjà. Il faudrait aller puiser dans de l'argent que le gouvernement n'a pas, ce qui augmenterait nécessairement la dette québécoise. Aussi, il y aurait une perte de prestige des universités qui ne pourraient plus recevoir de grandes bourses ou s'adonner à des recherches plus poussées.

Véronique Maranda, 25 ans, Études libres

Véronique est présentement la 2^e meilleure pointeuse de la ligue RSEQ, avec 4 buts et 8 passes en 10 parties.

Je suis contre l'éducation gratuite à l'université, parce que le baccalauréat et la maîtrise ont un prix! Une formation universitaire nous sera nécessairement bénéfique en bout de ligne puisque nous profiterons de salaires sans doute plus élevés que ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire. C'est donc légitime de payer pour notre formation. De plus, les frais de scolarité constituent un excellent moyen de faire rouler l'économie. Comment pourrait-on payer les enseignants si l'éducation était gratuite? Eh bien, il faudrait sans aucun doute augmenter les taxes, c'est-à-dire que nous serions encore amenés à payer davantage pour les services publics, ce qui reviendrait pratiquement au même. Je dois même dire que je suis pour l'augmentation des frais de scolarité puisque cela nous procurerait de meilleures installations, un enseignement de plus grande qualité et un meilleur encadrement. N'oublions jamais que nous sommes la province qui paie le moins cher pour les frais de scolarité! Selon moi, l'université, c'est un investissement à long terme!

PROMO ETUDIANTS
1 séance d'épilation permanente
à la lumière pulsée **GRATUITE***



Obtenez **15 %** de rabais sur vos traitements subséquents en présentant votre carte étudiante

*Certaines restrictions s'appliquent

Éloge de la Chrysalide

par Grégoire Domenach

Il est temps de redonner à la ville sa vertu de lien social. Qu'il s'exprime à travers l'élément naturel de la marche, des moyens de transport en commun, du vélo, ou des échanges que féconde le ventre des petits commerces. Le XX^e siècle a fait de la ville un lieu assujéti à l'automobile. L'on peut aujourd'hui dénombrer parmi les conséquences sociétales de cet « écrasement », quelques effets *secondaires* : engorgement, pollution de l'air, gaspillage des ressources, îlots de chaleur, destruction de la vie de rues, étalement urbain, accidents et tensions permanentes...

Davantage que ces phénomènes, la souveraineté de l'automobile a produit une fragmentation évidente entre possesseurs de véhicule, et autres usagers de la voie publique. Je n'irai pas jusqu'à dire comme le philosophe Sloterdijk que « Qui conduit une voiture s'approche du divin. (...) Le conducteur sent son petit moi s'élargir en un Soi supérieur, qui lui donne pour patrie le monde entier des voies de circulation, et lui fait prendre conscience qu'il a vocation à une vie supérieure, comparée à l'existence semi-animale du piéton »¹, néanmoins j'avouerai que les automobilistes détiennent une conception quelque peu *auto-centré* dans leur rapport aux autres. L'automobile n'étant jamais que la démocratisation du carrosse, auquel on a remplacé les chevaux par un moteur.

«Mon propos n'est donc pas de dire que toute ville doit devenir semblable à Venise, ou que leur centre soit comparable à la place Saint-Marc...»

Mais venons-en au fait. Nombre de villes – et plus particulièrement en Europe – se sont orientées ces deux dernières décennies vers des villes sans voiture, ou du moins, vers une restriction progressive de son usage. En contrepartie, elles ont modifié le paysage urbain afin de faciliter l'accès aux transports en commun (tout en les modernisant de façon considérable) : les tramways de Zurich, Nantes, Bordeaux, ou Strasbourg, autant que le nouveau métro de Vancouver, en sont d'éloquents exemples. Après des mois de travaux – économiquement difficiles pour les commerces et perturbant pour la circulation – les quartiers desservis ont augmenté la fréquentation dans les magasins, les lieux publics, les expositions, les estaminets, bars et lieux festifs (augmentation de près de 40% de l'achalandage piétonnier pour la ville de Zurich par exemple)².

Du reste, la métamorphose des villes vers l'utilisation piétonne et cyclable a des retombées économiques plus significatives que l'investissement dans les infrastructures routières. Les projets pour vélos ont créé au total plus d'emplois ces dernières années que les infrastructures routières. À l'heure où chaque citoyen ne parvient à s'endormir à cause de la problématique du chômage, l'argument peut sembler de poids. L'investissement dans l'infrastructure cyclable et piétonne permet – en libérant des espaces – la tenue d'événements extérieurs (concerts, festivals, ventes de garage, etc...) ; tandis que l'investissement routier nécessite l'achat de matériaux et véhicules de construction. Non dénué d'intérêt, j'en conviens, mais moindre que le rassemblement de citoyens sur une place publique. Les zones piétonnes permettent enfin une efficacité supérieure à l'intervention des services d'urgence (police, pompiers ou ambulances) puisque les voies sont ainsi dégagées, et réservées à leurs seules présences.

Mon propos n'est donc pas de dire que toute ville doit devenir semblable à Venise, ou que leur centre soit comparable à la place Saint-Marc... À l'évidence, le travailleur de banlieue est encore soumis à une logique l'éloignant des transports en commun. Mais enfin, ne souffre-t-il pas aussi des embouteillages, justement parce que les gouvernements n'investissent que trop peu dans un transport collectif convenable ? Ne doit-on concevoir la ville que sous un aspect fonctionnel et automatisé ? Une automobile occupe cent-quinze mètres cube d'espace, quand un piéton n'en prend que trois.³ Voilà qui nous place à l'orée d'un choix de société : faut-il construire des places de stationnement ou des distributeurs de vélo ?

J'évoquais au début de cet article que l'une des premières vertus de la ville était sans doute sa dynamique de lien social. Il en est une autre : celle du bien commun. Le transport moyen d'une personne de quatre-vingts kilos dans deux tonnes de métal est une absurdité au regard du partage, de l'espace comme des ressources. L'expérience n'a rien de subtil ; postez un individu sans compétence mathématique auprès d'un feu rouge : il ne dénombrera guère quelques automobiles avec plus de deux passagers à bord. La raison en est simple, l'occupation moyenne d'une automobile en ville est d'environ un individu par voiture – 1,2 exactement⁴ – alors qu'elle dispose presque toujours de cinq ou sept sièges...

L'époque change toutefois, et l'on peut espérer que la ville opère sa chrysalide. A Mon-

tréal, il est de ces de ces quartiers qui se métamorphosent – tel celui du plateau Mont-Royal –, où maire, urbanistes et personnel associatif luttent pour ce progrès tant décrié. Le XXI^e siècle s'ouvre sur l'aurore d'une évolution : un retour progressif vers les espaces verts, les parcs, les promenades à pied ou à vélo. Vers des grandes avenues piétonnes, où l'écho des voix sur les terrasses a remplacé le bruit des klaxons. Vers des transports collectifs, qui tissent l'âme d'une ville et font se rejoindre les hommes.

Vers une poésie possible de l'existence, à laquelle chacun a droit.

Courrier du lecteur

Hey toi! Oui oui, toi qui lis Le Polémique!

Comment trouves-tu ton journal? Car, oui c'est le tien avant d'être celui de quelqu'un d'autre. Le Polémique est le journal de Science Po. et d'Études Internationales et je te félicite d'avoir une copie en ta possession. Maintenant, pour qu'il puisse te ressembler davantage, je te conseille d'exprimer ton opinion. Fais-nous connaître ton point de vue! Que tu le trouves vraiment nul ou absolument, merveilleusement, miraculeusement (choisis le synonyme que tu veux!) extraordinaire, c'est à toi de nous le dire, pour que l'on puisse s'améliorer ou continuer dans le bon chemin.

La section *Divers* comporte la sous-section « Courrier du lecteur » où chaque mois, seront publiés vos commentaires, vos réponses à nos questions posées et vos réactions sur nos débats. Soyez libres de nous faire part de vos opinions, c'est ce qui va donner du cœur au Polémique.

Les portes sont ouvertes, envoyez-nous ce que bon vous semble au

journalpolemique@gmail.com

Et que ce journal soit le vôtre!

BLOGUE

Chers lecteurs,

Non seulement avez vous le privilège de lire le Polémique en version papier, mais vous aurez aussi la possibilité de le lire en ligne!

Hé oui, nous avons maintenant un blogue et une page Facebook; nous avons rejoint la communauté virtuelle!

Sur le blogue vous trouverez une réplique exacte de ce journal, d'autres articles et un forum de discussion!

Au plaisir de vous y lire,

journalpolemique.wordpress.org
ou
facebook.com/journalpolemique



nuëeva
CLINIQUE DU CORPS

nueeva.com

1.888.437.1127

Venez visiter une de nos **7 cliniques!**

Blainville • Brossard • Lachenaie • Laval • Le Plateau
St-Léonard • Vaudreuil

